



Hebdomadaire  
Paraît le vendredi  
N° 2424  
16 janvier 2015  
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

# LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal  
d'Arlette Laguiller

# Contre un attentat barbare et un gouvernement qui l'utilise pour justifier sa politique



**Afrique,  
Moyen-Orient**  
« Guerre contre  
le terrorisme » ou  
pour les patrons  
français ?

pages 6-7

## Merci Charlie

LES BANQUES CIBLENT  
LES 6/10 ANS



# Ne laissons pas nos ennemis de classe dresser les travailleurs les uns contre les autres!

L'horreur des attentats a bouleversé la population. Plusieurs millions de femmes et d'hommes ont exprimé leur indignation le week-end des 10 et 11 janvier. Mais au nom de l'unité nationale, les dirigeants se livrent à une récupération politique qui est un piège pour les travailleurs.

Oui, ces assassins sont des barbares. Ils ont décimé la rédaction de *Charlie Hebdo* au prétexte que ce journal avait commis un blasphème. Au passage, ils ont tué un ouvrier de maintenance et des policiers. Ils ont assassiné quatre personnes parce qu'elles étaient de confession juive. Ce ne sont pas seulement des ennemis de la liberté d'expression, ce sont des ennemis de la liberté tout court et, par là même, des ennemis de classe.

Il faut les combattre au nom des intérêts des travailleurs car la violence destinée à faire taire toute expression divergente frappera avant tout les classes exploitées, leur liberté de contester, leur liberté de s'organiser et de revendiquer, quelle que soit leur origine, leur confession ou leur nationalité. C'est ce qui s'est passé en Algérie lors de la terrible guerre civile des années 1990. Les mêmes s'étaient d'abord attaqués aux journalistes, puis aux féministes et aux syndicalistes.

Pour ces gens-là, la religion n'est qu'un instrument de lutte pour le pouvoir. Ils utilisent l'islam et les divisions religieuses pour creuser un fossé de sang et s'imposer par la terreur comme les seuls représentants de ce qu'ils appellent leur « communauté ». Contre ces apprentis dictateurs, les travailleurs doivent reconnaître une seule et unique communauté, celle des travailleurs et des exploités de tous les pays.

Il faut rejeter tout appel à l'union sacrée. Comme le gouvernement américain avait exploité l'émotion du 11 septembre 2001 pour partir en guerre en Afghanistan puis en Irak, Hollande veut profiter de l'émotion pour justifier l'intervention au Mali, en Centrafrique et en Irak. Au nom de la lutte anti-terroriste, il veut légitimer par avance les aventures militaires à venir.

Mais qui sème la barbarie partout dans le monde? Les bandes djihadistes qui terrorisent une partie du Moyen-Orient et de l'Afrique et qui cherchent à agir ici ne sont pas nées de rien. Elles sont le fruit de la politique infâme et des guerres perpétrées par les grandes puissances en Libye et en Irak pour imposer leur domination.

«La guerre est déclarée», entend-on depuis les attentats. Mais la France est en guerre depuis longtemps. Les peuples palestinien et israélien vivent en état de guerre depuis un demi-siècle!

Les grandes puissances pillent, bombardent des régions entières pour les intérêts des groupes capitalistes. Elles sèment les frustrations, l'injustice et la terreur dans les pays opprimés. Aujourd'hui, c'est cette violence qui nous rattrape, car la barbarie engendre la barbarie. Pour la combattre, il faut remettre en cause la société capitaliste.

Dimanche 11 janvier, des millions de personnes ont manifesté pour la liberté et la tolérance. Et qu'entend-on de la part de Hollande, de Valls et de Sarkozy? Qu'il faut plus de mesures sécuritaires, qu'il faut durcir les règles contre l'immigration. Et, pire, à entendre le FN, il faudrait la peine de mort!

Pour quelques crapules embrigadées par les filières terroristes, combien y aura-t-il de contrôles au faciès, de jeunes de banlieue confrontés au racisme et à la suspicion généralisée? Ce dont on a besoin pour les jeunes, ce n'est pas de plus de prisons, première source de recrutement des djihadistes, c'est de travail, d'éducation, c'est d'une société qui offre des perspectives à chacun.

L'émotion légitime doit laisser place à la conscience et au combat de classe, car tous les mécanismes d'un engrenage mortel pour les travailleurs sont en place.

Au nom de la lutte contre le terrorisme, on veut nous forcer à nous aligner derrière le camp des gouvernements prétendument démocrates mais qui mettent la planète à feu et à sang. Le 11 janvier, Hollande a fait marcher une partie de la population derrière des dictateurs africains comme Bongo ou des terroristes d'État comme le Premier ministre israélien Netanyahu. Cela résume bien sa politique.

Eh bien, ne nous laissons pas embrigader dans cette union sacrée! Ne laissons ni Hollande, ni Sarkozy, ni Le Pen parler au nom des travailleurs!

Nous sommes tous des travailleurs, quelle que soit notre origine. Il est vital que nous, travailleurs, exploités, opprimés, nous nous sentions une classe unie par nos intérêts, pour nous défendre contre nos exploités mais surtout contre un système capitaliste qui plonge l'humanité dans la barbarie.

## Au sommaire

<b>LEUR SOCIÉTÉ</b>			
Contre un attentat barbare et contre ceux qui l'exploitent au nom de l'unité nationale	4	L'armée française en Afrique : et maintenant la Libye ?	7
Tout ce que <i>Charlie Hebdo</i> combattait	4	Église catholique : qu'ils balayent devant leur porche ?	7
L'unité nationale, occasion pour renforcer l'arsenal répressif	5	CGT : avec ou sans Lepaon mais derrière Hollande	10
Un terrain propice pour le FN	5	Loi Macron : non aux semaines à rallonge	11
Un terrorisme nourri par la politique de l'impérialisme	6	CSG : les retraités ponctionnés	11
Le terrorisme d'État au premier rang	6	Législatives partielles du Doubs : une candidature ouvrière	16
Vocations djihadistes dans une société sans avenir	6	17 janvier 1979 - 17 janvier 2015 : le droit à l'avortement toujours à défendre	11
		<b>DANS LE MONDE</b>	
		Nigéria	8
		Arabie saoudite	8
		Mauritanie	8
		Grèce	9
		Brésil	9
		<b>IL Y A 110 ANS</b>	
		Janvier 1905 : mort de Louise Michel	10
		<b>ENTREPRISES</b>	
		Antonutti-Delmas	12
		Filtrauto	12
		Hôpital d'Amboise-Château-Renault	12
		SNCF	13
		Vernéa Suez Environnement	13
		Abattoirs AIM	14
		Arc International	14
		La Poste Meyzieu	14
		MyFerryLink Calais	15

## Lutte Ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte Ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte Ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte Ouvrière* (rubrique «dans les kiosques») on peut désormais trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte Ouvrière*.

# Merci Charlie

Les dessins publiés dans ce numéro de *Lutte Ouvrière* se veulent un hommage aux dessinateurs de *Charlie Hebdo* assassinés. Ce sont des dessins qu'ils avaient eu la gentillesse de nous faire parvenir pour publication, car ils illustraient particulièrement bien l'actualité politique et sociale que traite notre journal. Nous en avons aussi publié un certain nombre, toujours avec leur accord, dans le cadre d'une exposition de dessins de presse réalisée lors de la fête de Lutte Ouvrière de mai 2013.

Merci à Charb, Tignous, Honoré et à toute l'équipe de *Charlie Hebdo* pour ce geste. Et surtout merci pour leur regard sans concession sur cette société, sur ces dirigeants politiques ou même ces dignitaires religieux dont beaucoup les célèbrent aujourd'hui avec la plus grande hypocrisie alors qu'ils les combattaient hier. Merci pour ce courage qu'ils ont payé de leur vie.

Lutte Ouvrière

## Des fauteurs de guerre travestis en défenseurs des libertés

L'ampleur des manifestations du dimanche 11 janvier a mesuré l'émotion provoquée par les assassinats. Mais dans le cadre de leur vaste opération d'unité nationale, Hollande et Valls ont cherché à ce que l'on serre les rangs derrière eux et aussi derrière leur politique guerrière menée au nom de la lutte contre le terrorisme. Mais justement, leurs interventions militaires passées et présentes, ainsi que celles de certains chefs d'État qui se sont affichés en tête de cortège, contribuent à semer la misère et la mort dans de nombreux pays et à nourrir le terrorisme.

Le dirigeant israélien Netanyahou, fauteur de

guerre à Gaza, s'est ainsi présenté en apôtre de la paix. Mais, d'Angela Merkel à Matteo Renzi, de nombreux chefs d'État ont voulu participer à cette manifestation, afin de profiter eux aussi de cette émotion pour se présenter comme des défenseurs des libertés. L'ultranationaliste hongrois Viktor Orban était de la partie, lui qui mène une politique raciste et violente contre les Roms en Hongrie. Et puis, il y avait aux côtés de Hollande une brochette de dictateurs africains. Le gabonais Ali Bongo était là, lui dont la dictature a toujours été soutenue par la France, comme celle de son père, afin de protéger les intérêts de Total. Les

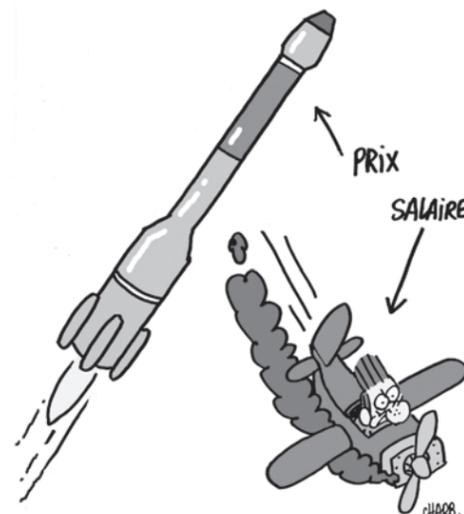
chefs d'État du Niger, du Mali, le Premier ministre du Tchad, sont venus eux aussi défilier au nom d'une liberté d'expression qu'ils bafouent dans leur pays.

Ce rassemblement de chefs d'État, venus sans vergogne se présenter en défenseurs des droits et de la paix qu'ils piétinent, était au fond bien à l'image de la politique de Hollande. Sous le vernis de la défense de la démocratie, les armées des pays impérialistes, dont la France fait partie, mènent de sales guerres coloniales, et ces dirigeants sont les premiers responsables de la montée de la barbarie, dans une planète de plus en plus à feu et à sang.

Stéphane Fort



MALI



## Cercle Léon-Trotsky

Développement des sciences  
et fondement  
des idées communistes

Vendredi 23 janvier à 20h 30  
Grande salle de la Mutualité

24, rue Saint-Victor, Paris V<sup>e</sup>  
Métro Maubert-Mutualité

Participation aux frais : 3 euros

## Fêtes de Lutte Ouvrière

### Beauvais

Dimanche 1er février à partir de 11 heures  
Espace Argentine

### Maisons-Alfort

Samedi 7 février à partir de 18 heures  
Salle du Moulin-Brûlé - 47, avenue Foch  
à 18 heures : rencontre-débat avec Nathalie Arthaud

### Bobigny

Samedi 7 février à 18 heures  
Salle Max-Jacob - 36, rue de Vienne

## Contre un attentat barbare et contre ceux qui l'exploitent au nom de l'unité nationale

**Lutte Ouvrière partage la profonde indignation provoquée par l'attentat commis le 7 janvier à Paris. Nous exprimons notre émotion et notre solidarité avec la rédaction de *Charlie Hebdo* et avec les proches des victimes, que pour certaines nous connaissions, ce qui nous touche d'autant plus.**

Cet attentat est un acte ignoble. Il a visé des journalistes pour ce qu'ils ont dessiné et écrit, ainsi que ceux qui les protégeaient. Ceux qui emploient de telles méthodes ne sont pas seulement des ennemis de la liberté d'expression et de la liberté de la presse, ils sont par là même des ennemis des travailleurs, de leur liberté de s'exprimer et de s'organiser. Quelle que soit l'idéologie dont ils se réclament, leurs méthodes visent à imposer la dictature sur une population ou une fraction de population. Le terrorisme, qu'il soit employé par les États ou par des groupes

cherchant à constituer un pouvoir d'État, vise à faire taire toute expression divergente, et il frappe toujours et surtout la liberté des opprimés de lutter contre l'exploitation qu'ils subissent.

En même temps, nous ne pouvons qu'être choqués par l'exploitation politique qui est faite maintenant de cet événement par différents partis politiques, et surtout par le gouvernement de François Hollande et Manuel Valls. En appelant à l'unité nationale à partir de cet événement, il cherche à restaurer dans l'opinion un crédit qu'il a largement perdu de par

toute sa politique. Il veut en particulier justifier, par cet attentat attribué à ce qu'on appelle des djihadistes, les interventions de l'armée française en Afrique et au Moyen-Orient.

En agissant ainsi, et alors qu'il prétend les défendre, le gouvernement trahit la mémoire des journalistes assassinés eux-mêmes. Ils étaient non seulement des ennemis irréductibles des idéologies religieuses, mais aussi des antimilitaristes opposés à toutes les expéditions militaires. Mais de plus, par une opération qui au fond est symétrique de celle que voudraient faire les djihadistes, le gouvernement voudrait imposer sa politique comme la seule possible. Or les manœuvres et les opérations militaires des puissances impérialistes, menées en Afrique

et au Moyen-Orient pour faire prévaloir les intérêts des grandes sociétés occidentales, portent elles-mêmes une lourde responsabilité dans le développement de bandes armées sans contrôle qui agissent dans ces pays, mais qui cherchent aussi à agir ici.

C'est pourquoi Lutte Ouvrière ne participera pas à des manifestations visant à faire prévaloir une unité nationale dans laquelle pourront se retrouver différentes forces politiques, du Parti socialiste à la droite et au Front national. L'instrumentalisation de l'attentat à *Charlie Hebdo* de leur part, pour des objectifs auxquels les journalistes assassinés eux-mêmes étaient opposés, est indécente, sans oublier la façon dont certains de ces partis chercheront à l'exploiter dans un sens raciste

et xénophobe. Il n'est pas question de nous retrouver au côté de partis qui portent une grande part de responsabilité dans la situation de crise et dans la montée de la barbarie à laquelle on assiste, et dont l'attentat à *Charlie Hebdo* n'est qu'une manifestation de plus.

Lutte Ouvrière exprime encore une fois toute son indignation, sa solidarité avec les victimes et leurs proches, et continuera à lutter pour la liberté d'expression et de critique, à commencer par la liberté des travailleurs et de tous les exploités de lutter contre cette société capitaliste d'exploitation et d'injustice, que toute la politique de ce gouvernement vise à maintenir.

**Communiqué de Lutte Ouvrière, jeudi 8 janvier**

## Tout ce que *Charlie Hebdo* combattait

*Charlie Hebdo* est connu pour avoir combattu toutes les religions et l'obscurantisme qu'elles véhiculent. L'hebdomadaire a dénoncé dans ses dessins le militarisme, la guerre, l'hypocrisie des hommes d'État qui, tout en ayant du sang des peuples sur les mains, s'affichent comme des défenseurs de la liberté

et de la démocratie.

Les organisateurs de la manifestation parisienne du 11 janvier, ceux qu'ils caricaturaient chaque semaine, en prônant l'union nationale sous prétexte d'hommage aux collaborateurs de *Charlie Hebdo* assassinés, les ont en fait trahis. Les sonneries des cloches de Notre-Dame, les représentants

des trois principales religions défilant côte à côte, et surtout les chefs d'État, Hollande en tête, se servant de l'attentat pour se présenter comme les défenseurs des libertés, tout était une insulte à ce qu'ils étaient et à leurs convictions.

Willem, un dessinateur de *Charlie Hebdo*, qui avait d'ailleurs choisi de

ne pas participer à cette manifestation, a bien défini ceux qui menaient la manifestation parisienne: « Des dictateurs africains et des têtes religieuses. Ces individus représentent tout ce contre quoi nous sommes. » Luz, un autre dessinateur de *Charlie*, a déclaré: « Comme disait la caricature de Cabu, ce n'est pas

simple d'être suivi par des cons. [...] On ne peut pas récupérer notre travail, nos dessins. » Et Gran, un autre collaborateur du journal, a dénoncé cette récupération: « On a été touchés dans notre chair et nous voilà associés à tous ces politiques », ces politiques qu'ils vomissaient.

**Marianne Lamiral**

## Liberté de la presse ?

Nombre de politiciens de gauche et de droite sont devenus, en quelques jours, de fougueux défenseurs de la liberté d'expression, et en particulier de la liberté de la presse.

Mais, le 11 janvier, la présence d'un certain nombre de chefs d'État illustre le peu d'importance accordée par Hollande à ces libertés. On trouvait là Viktor Orban, Premier ministre hongrois, surtout connu pour avoir créé un organisme de contrôle sur les médias; le Premier ministre de Turquie, à laquelle Reporters sans frontières a décerné le titre de première prison du monde pour les journalistes; le ministre des Affaires étrangères d'Égypte, dont les prisons enferment, outre trois journalistes d'al-Jazira, nombre

d'opposants, sans compter ceux qui ont été exécutés... et on pourrait multiplier les exemples.

Quant aux politiciens dits démocrates, ils n'ont jamais hésité, par le passé, à bâillonner la presse quand les intérêts de la bourgeoisie étaient en jeu. En France, ce fut le cas à chaque fois que les dirigeants du pays se sont engagés dans des guerres. Au moment de la guerre de 1914-1918, la presse, contrainte ou consentante, était intégralement au service de la propagande guerrière. En 1939, avant même l'entrée en guerre, le PC fut interdit et sa presse avec. À propos de Sétif en 1945, de Madagascar en 1947, de l'Indochine en 1946-1953, la censure s'est exercée. Durant la guerre d'Algérie, des journaux ont été saisis,

des articles caviardés, des livres et des films interdits, et parfois longtemps après.

Mais surtout aujourd'hui, ce sont principalement de grands groupes capitalistes qui contrôlent les journaux, les télévisions, les radios dont ils sont les propriétaires, ainsi que par le biais des revenus publicitaires. Et *Charlie Hebdo*, ne disposant pas de l'appui des gros capitaux, avait d'ailleurs bien du mal à survivre, avant que l'assassinat de ses journalistes n'amène soudainement nombre de politiciens à se proclamer ses défenseurs.

La liberté de la presse dans cette société, c'est d'abord le plus souvent la liberté des capitalistes de la contrôler.

**Nicolas Carl**



Dessin paru dans la brochure éditée par la CGT en soutien aux grévistes de PSA-Aulnay.

# L'unité nationale, occasion pour renforcer l'arsenal répressif

Face à la « violence et la barbarie », il faut « une réponse exceptionnelle », a déclaré Manuel Valls après l'attentat à Charlie Hebdo. Et dès le surlendemain de la manifestation parisienne il s'est fait ovationner à l'Assemblée nationale en revenant à la charge contre ce qu'il appelle « l'ennemi intérieur ».

Il y a annoncé que l'on va constituer un fichier des personnes condamnées pour terrorisme, « régulièrement renforcer les services en charge du renseignement intérieur », créer des « quartiers spécifiques » pour djihadistes en prison, mettre au point à l'échelle de l'Europe un transfert de données sur les voyageurs aériens. Et son ministre de l'Intérieur a huit jours pour faire des propositions quant au contrôle d'Internet.

Bien sûr, la droite n'est pas en reste. Et peu lui importe que la majorité PS se targue d'avoir déjà renforcé l'attirail antiterroriste avec la toute récente loi Cazeneuve, du nom du ministre de l'Intérieur: la sur-enchère sécuritaire est un

de ses grands classiques.

Après s'être faufilé au premier rang des VIP, le 11 janvier, à hauteur de Hollande dont il a reconnu qu'il « a fait ce qu'il fallait faire », Sarkozy s'est empressé, devant les caméras, d'y aller de ses propositions. Que les autorités aient commencé à les mettre en œuvre, que d'autres soient applicables ou pas, il s'en moque: il occupe le terrain vis-à-vis de l'électorat en posant à l'homme d'État à poigne.

Mais, au-delà de la guéguerre de postures sur le terrain sécuritaire, une chose est évidente: du PS à l'UMP et au FN, tous les politiciens sont d'accord pour servir un même discours sur le thème « Il faut renforcer la sécurité ».

Et l'unité nationale, dont

eux et les médias ont répété qu'il fallait la faire durer, leur ouvre un boulevard. La Marseillaise entonnée durant les manifestations, les drapeaux tricolores, les applaudissements à la police, des politiciens honnis qui pouvaient parader devant la foule... tout cela apporte de l'eau à leur moulin.

Ainsi l'ex-premier flic de Sarkozy, Guéant, affirme: « Il y a des libertés qui peuvent être facilement abandonnées. » Il est là dans son rôle, mais c'est aussi un programme, des menaces, qu'il annonce. L'UMP Valérie Pécresse également, quand elle prône un « Patriot Act à la française », en référence à la législation d'exception appliquée aux États-Unis après le 11 septembre 2001. Celle-ci a permis d'interner sans jugement et pour une durée illimitée toute personne suspectée à tort ou à raison d'actes terroristes, mais aussi de restreindre nombre de libertés individuelles et



collectives.

De la droite à la gauche, tous sont bien d'accord pour profiter de la situation pour accroître le budget et les effectifs de l'armée, de la police, de la gendarmerie, des services de renseignement. Et défense de protester: « Il faut bien vous protéger... » L'heure est à l'austérité pour tous les

budgets sociaux, pas pour les forces de répression.

La police ainsi applaudie pourrait se sentir les mains libres, pas seulement contre les terroristes avérés, mais aussi contre tous les autres, qui risquent d'être victimes de ses tracasseries en fonction de leur faciès.

Pierre Laffitte

## Un terrain propice pour le FN

Durant les jours qui ont précédé la manifestation du 11 janvier, les dirigeants des partis de gauche et de droite ont longuement discuté pour savoir s'il fallait ou pas inclure le FN dans leur union nationale.

Que Marine Le Pen figure ou pas sur une photo où se retrouvaient nombre de personnages guère plus reluisants, cela n'aurait pas changé grand-chose au caractère de la manifestation. D'un côté, Hollande a choisi de se trouver bras dessus bras dessous avec Bongo et Netanyahu. De l'autre, Sarkozy, Juppé, Fillon n'auraient pas vu d'un mauvais œil que Marine Le Pen soit de la cérémonie. Mais, au-delà des aspects politiques de cette querelle, on peut constater que ce beau monde s'inscrit dans un même périmètre, et que bien peu de choses les séparent.

Marine Le Pen, de son côté, s'est plainte de n'avoir pas reçu de carton d'invitation. Mais elle n'a pas eu besoin de piétiner entre République et Nation pour se faire voir et entendre et pas seulement des téléspectateurs et auditeurs des médias.

Ainsi, les leaders de la droite affirmaient la nécessité de pousser l'unité nationale jusqu'au bout en invitant le Front national. « Pourquoi commencer à exclure lorsqu'on parle d'unité? » questionnait Juppé. Comment s'étonner que l'UMP chasse sur le terrain du FN?

Ceux du PS, eux, étaient

partagés entre ceux qui étaient prêts à accepter Le Pen et ceux qui s'y opposaient. Mais ils se retrouvaient derrière une même bannière et derrière la Marseillaise, du côté de ceux qui combattaient les Communards de 1871.

Le PCF, par la voix de son secrétaire national Pierre Laurent, s'est au fond situé sur le même terrain, appelant à « l'union la plus importante possible de la nation et de toutes les forces républicaines de ce pays », ajoutant que « l'unité et le rassemblement doivent primer en ces heures sur tout le reste ». Avec quelques nuances, Jean-Luc Mélenchon s'est joint au même chœur, préconisant une « réplique républicaine » à l'attentat et une « fraternité tout aussi républicaine ».

Au-delà de ceux qui, comme Hollande, pensent avoir bien joué, et avoir tiré bénéfice d'une opération de communication bien construite, Marine Le Pen espère être une des principales gagnantes de ces événements.

À moins que les travailleurs ne se mobilisent sur leur propre terrain, un terrain de classe tout autre que celui choisi pour cette manifestation dite d'union nationale.

Jean Sanday



## fil rouge

### Sarkozy, tout-à-fait à sa place

Des journalistes ont repéré, dans la manifestation du 11 janvier, un petit personnage apparemment teigneux qui jouait des coudes pour se retrouver, ni vu ni connu... ou presque, au premier rang avec tous les chefs d'État. C'était Nicolas Sarkozy.

Selon le protocole, il aurait dû rester avec les autres dirigeants de partis politiques, au deuxième ou troisième rang. Mais au fond il revendiquait à bon droit sa place, à côté de Hollande, Merkel,

Netanyahu et autres dictateurs africains. Lui aussi a sa part de responsabilité directe dans les interventions guerrières et les manœuvres des grandes puissances qui ont alimenté directement ou indirectement le terrorisme. Il aurait même été dommage qu'il ne soit pas sur la photo de famille.

### Avec Sarkozy, la démagogie ça n'attend pas

Dès le lendemain matin de la manifestation, Sarkozy, interviewé sur RTL, a évoqué la lutte contre le terrorisme. Commencant

par la formule hypocrite « Je n'ai pas l'intention de jeter de l'huile sur le feu, ce qui serait irresponsable », il a aussitôt craché son venin et parlé de « l'immigration qu'on a du mal à juguler » et qui « complique les choses ».

Visiblement, l'ex-président, qui voudrait bien le redevenir, trépignait d'impatience à l'idée de pouvoir flatter les préjugés anti-immigrés et ne voulait pas laisser Marine Le Pen profiter seule de la situation. Il est de ces charlatans qui salivent à la seule idée d'exploiter les préjugés les plus crasseux.

## LEUR SOCIÉTÉ

# Un terrorisme nourri par la politique de l'impérialisme

Utilisant l'émotion provoquée par les attentats en France, tous les dirigeants politiques français, de Hollande et Valls à Sarkozy, y sont allés de leurs déclarations pour appeler à faire la guerre contre le terrorisme. Sans surprise, le ministre des Affaires étrangères, Fabius, a annoncé que les interventions militaires françaises au Mali et au Moyen-Orient seraient renforcées. Mardi 13 janvier, les députés votaient par 488 voix pour, une contre, et 13 abstentions, la prolongation de l'intervention des forces françaises en Irak. Le même jour, le porte-avions *Charles-de-Gaulle* partait en direction de la région du Golfe où il devrait être engagé dans des combats contre le groupe État islamique.

Cet envoi du *Charles-de-Gaulle* et d'avions supplémentaires au Moyen-Orient signifie de prochains raids aériens, qui n'apporteront que des destructions et des victimes parmi la population civile, sans pour autant vaincre les djihadistes.

Le gouvernement veut justifier les interventions passées au Mali ou en Centrafrique, ou encore celle déclenchée en septembre en Irak. Il voudrait surtout pouvoir continuer ces

guerres, voire les intensifier, avec l'assentiment des travailleurs et de l'ensemble des classes populaires. Mais ces guerres menées par la France dans le monde, au nom de la lutte contre le terrorisme, ont eu pour seul objectif la défense des intérêts des grands groupes capitalistes.

Pour justifier l'intervention au Mali, déclenchée il y a tout juste deux ans, le gouvernement français parlait de s'opposer

à l'instauration d'un État terroriste. Mais il était surtout préoccupé de préserver l'ordre dans sa zone d'influence africaine, dans cette zone située au nord du Mali, tout près de la frontière du Niger, pour que le trust français Areva puisse continuer à exploiter les gisements d'uranium.

Il faut bien combattre la barbarie, répètent en boucle les dirigeants politiques, de Hollande à Sarkozy. Mais qui a semé cette barbarie partout dans le monde ? Les milices djihadistes qui, en Irak et en Syrie, imposent une dictature moyenâgeuse à la population des territoires conquis, ne sont pas nées de rien. Des milices comme celles de l'État islamique, qui utilisent le drapeau de la religion, prétendant représenter la population sunnite, tout comme celles, plus ou moins puissantes, qui prétendent représenter la population chiite, n'auraient jamais vu le jour

si l'impérialisme ne leur avait pas ouvert la voie en attisant, directement ou indirectement, les divisions au sein de la population irakienne et en utilisant ces divisions pour imposer sa domination.

Ces milices djihadistes ont été favorisées politiquement par les dix années de guerre et d'occupation impérialistes, qui n'ont apporté à la population que la misère, les destructions, les morts. Elles ont, de plus, été aidées matériellement par certaines. Ainsi, les États du Golfe, et en particulier l'Arabie saoudite et le Qatar, en bons exécuteurs des basses œuvres pour le compte des pays impérialistes, États-Unis en tête, ont fourni aux milices de l'État islamique basées en Syrie de l'argent et des armes. Ces forces réactionnaires sont les créatures monstrueuses de l'impérialisme, devenues aujourd'hui de plus en plus incontrôlables.

« Il serait temps que les

pays occidentaux tirent les leçons de l'Afghanistan. Il y avait en 2001 un foyer de terrorisme. Aujourd'hui il y en a une quinzaine. Nous les avons multipliés. (...) Combien de terroristes allons-nous créer ? », déclarait même l'ancien Premier ministre Villepin en septembre dernier, au lendemain de la décision de Hollande de participer à une nouvelle guerre en Irak, qu'il jugeait « absurde et dangereuse ».

Oui, la barbarie des guerres menées par les puissances impérialistes pour maintenir leur domination a engendré la barbarie des milices intégristes. Compter sur les Hollande et autres dirigeants impérialistes pour la combattre, c'est compter sur des pyromanes pour éteindre le feu. C'est bien ce système capitaliste lui-même, et les hommes politiques qui gouvernent en son nom, qu'il faut combattre.

Aline Retesse

## Le terrorisme d'État au premier rang

Ils se sont paraît-il joliment bousculés pour être au premier rang sur la photo-souvenir des politiciens présents le 11 janvier à Paris ! Netanyahu, le chef du gouvernement israélien, n'était pas le dernier. Il l'a d'ailleurs fait savoir aussitôt – tant qu'à faire – sur son compte twitter. Il s'y est targué d'avoir «  *marché dans un même rang avec les dirigeants mondiaux contre le terrorisme* », publiant simultanément une photo recadrée pour faire disparaître le dirigeant de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas. Celui-ci

était pourtant le deuxième à gauche d'Angela Merkel, au bras de Donald Tusk, le président polonais du Conseil européen.

La précipitation de Netanyahu pour venir à Paris, malgré le peu d'enthousiasme du gouvernement français, devait beaucoup à la concurrence dans la campagne de l'élection législative en Israël prévue dans deux mois. Deux leaders de l'extrême droite nationaliste et religieuse de ce pays, Lieberman et Bennett, venaient en effet d'annoncer leur départ pour Paris.

Quant au terrorisme visant une population, contre lequel Netanyahu prétendait manifester, le Premier ministre israélien parle en expert. Il y a tout juste six mois que l'opération Bordure protectrice, menée par l'armée israélienne et dont le gouvernement de Tel Aviv se félicite, a écrasé sous les bombes près de 2 200 Palestiniens de Gaza, dont plus de 500 enfants. Inutile de chercher les complices : nombre d'entre eux étaient sur la photo.

Viviane Lafont



Posté sur le compte Tweeter de Netanyahu, le 11 janvier. Mahmoud Abbas, sur la droite, a été opportunément omis.

## Vocations djihadistes dans une société sans avenir

En France, environ 1 200 jeunes d'une vingtaine d'années seraient partis ou aspireraient à partir faire le « djihad » en Syrie ou en Irak, chiffre en très forte augmentation.

Il est dramatique que des organisations terroristes islamistes, des organisations d'extrême droite religieuses qui visent à instaurer leur dictature sanguinaire sur les populations, et en particulier sur les pauvres, arrivent à recruter des jeunes par centaines.

Mais ce phénomène est le produit de la pourriture de la société. La majorité de ces jeunes « radicalisés »

est issue des milieux populaires, des cités de banlieue ou de petites villes de province. Pour eux, la perspective est le chômage, l'absence d'avenir.

Certes, tous les jeunes ne choisissent pas de suivre cette voie. Mais autour d'eux le terrain est préparé par la montée des idées réactionnaires, sur fond de désert culturel et d'échec scolaire. C'est cette société gangrénée par l'argent,

le système éducatif sans moyens dans les quartiers populaires, qui produisent cette jeunesse déboussolée au point d'être attirée par des idées qui peuvent, bien à tort, apparaître comme anti-système.

Mais ce qui pèse surtout c'est la quasi-disparition d'un mouvement ouvrier digne de ce nom, rendant possible la progression des idées réactionnaires dans une partie de la jeunesse. C'est bien parce que personne ne leur a appris qu'ils sont avant tout des prolétaires, que les jeunes s'identifient à telle ou telle origine, se

disent de telle ou telle religion, voire de telle ou telle cité. La disparition dans les quartiers d'organisations construites sur une base de classe aboutit à ce repli sur les soi-disant communautés, un terme fourre-tout qui n'a pour logique que de diviser. Le poison de la religion, quel qu'en soit le degré de radicalisme et la chapelle, y pénètre d'autant plus qu'il n'est combattu par personne, et au contraire favorisé par l'État. Les préjugés réactionnaires, en progrès dans toute la société, prennent alors la forme la plus stupide et

la plus radicale possible. Et, sur le terrain abandonné par le mouvement ouvrier, préparé par la société bourgeoise qui vide les cervelles, ensemencé par les religieux qui les remplissent avec des sornettes, les organisations intégristes recrutent.

Il est urgent que renaisse un mouvement ouvrier capable de donner une culture, un drapeau et un avenir à la jeunesse travailleuse. Car c'est seulement sur cette base-là que pourra être désamorcée et combattue la vague réactionnaire actuelle.

Antoine Ferrer

ON PEUT SAUVER LES RETRAITÉS



# L'armée française en Afrique : et maintenant, la Libye ?

Lundi 5 janvier, sur France Inter, Hollande a affirmé que « la France n'interviendra pas en Libye, parce que c'est à la communauté internationale de prendre ses responsabilités ». C'est en même temps affirmer qu'une intervention en Libye serait, pour Hollande, dans la logique des choses. Après l'intervention militaire française au Mali puis en Centrafrique, le gouvernement accentue encore la présence militaire française au Sahel, une région qui depuis 2011 est devenue un terrain d'action privilégié des groupes djihadistes.

Pour favoriser la chute du dictateur Kadhafi, Sarkozy avait non seulement œuvré aux bombardements français mais aussi aidé à la formation de milices islamistes qui, depuis, ont plongé le pays dans un chaos total. Aux armes fournies par la France se sont ajoutées celles prises dans les stocks de l'armée libyenne, contribuant à équiper non seulement les milices libyennes mais l'ensemble des groupes djihadistes de la région.

L'intervention militaire des puissances impérialistes, dont la France, a ainsi contribué à la déstabilisation de toute la région et a favorisé le développement de groupes terroristes. Par la suite, les interventions militaires françaises au Mali et en Centrafrique n'ont fait qu'accentuer les choses, aggravant encore le sort des populations prises entre ces différentes bandes armées, sans pouvoir les annihiler.

En août 2014, le gouvernement français avait annoncé la fin de l'opération Serval au Mali et son remplacement par une opération Barkhane devant couvrir une plus vaste étendue, de la Mauritanie au Tchad, en passant par le Niger, le Mali et le Burkina, montrant par-là que les djihadistes loin d'être vaincus continuaient à exister sur une zone encore plus vaste. En 2014 toujours, d'après l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, « les soldats étrangers n'ont sans doute jamais été aussi nombreux en Afrique depuis les indépendances ». Et parmi eux, les soldats français sont les plus nombreux.

Les dictateurs africains alliés de l'impérialisme français tentent de relativiser cette présence militaire. Le Tchadien Idriss Déby, qui envoie ses soldats participer à toutes les interventions françaises, déclare même que « la présence militaire française ne

doit pas durer ». Mais en novembre dernier, 200 soldats français ont réinvesti un fort datant de l'époque coloniale, près de la frontière entre la Libye et le Niger.

Les affirmations de Hollande, ses appels du pied à « la communauté internationale » visent à faire pression, à tenter d'obtenir des autres grandes puissances un soutien financier, militaire et politique, et éventuellement une résolution de l'ONU couvrant une intervention française. Les attentats qui viennent d'avoir lieu à Paris peuvent fournir un motif pour obtenir ce soutien en présentant les interventions de la France comme justifiées par la lutte de la « démocratie » contre le terrorisme.

Afin de maintenir leur domination et leur pillage du continent, les puissances impérialistes ont utilisé des mercenaires de tout poil, y compris des groupes « djihadistes ». Leurs guerres n'ont pas seulement semé le chaos et la misère mais entraîné des retours de bâton dont les attentats qui viennent de se produire à Paris ne sont qu'un exemple. La politique de l'impérialisme, en Afrique comme au Moyen-Orient, mène le monde dans une impasse sanglante.

Marion Ajar

## Mali : deux ans d'intervention

À la manifestation du dimanche 11 janvier, une place d'honneur avait été réservée juste à droite de Hollande au président malien Ibrahim Boubacar Keïta. Et ce n'était pas un hasard car le président français tenait ainsi à rappeler que deux ans plus tôt, jour pour jour, le 11 janvier 2013, débutait au Mali l'intervention militaire dénommée Serval.

Le président malien y est allé de ses remerciements, parlant de « l'insigne honneur de faire cette marche aux côtés de François Hollande... ce qui est un signe manifeste d'amitié réelle,

d'amitié vive, telle celle qui lie nos deux peuples ».

Mais dans l'intervention Serval, l'amitié entre les peuples n'avait justement pas grand-chose à voir, pas plus que l'intérêt des

populations des deux pays. Depuis janvier 2013, l'intervention militaire française rebaptisée depuis opération Barkhane s'est étendue au-delà du Mali en Centrafrique, et Hollande évoque maintenant la possibilité d'une intervention en Libye. Dix soldats français ont été tués dans les combats depuis le début de l'opération Serval et les soldats maliens ont subi des pertes bien plus lourdes.

Quant aux populations africaines, si elles ont vu cesser les exactions des milices islamistes, leur sort quotidien est le dernier des soucis du gouvernement français qui transforme ces pays en champs de bataille pour préserver son influence dans cette zone et les intérêts des trusts français, dont Areva qui voit ainsi assurée sa fourniture en uranium en provenance du Niger voisin.

Le 11 janvier 2015, Hollande et le président malien fêtaient donc un anniversaire sanglant, celui de deux longues années de guerre qui, contrairement aux justifications avancées par le gouvernement, ne protège aucunement la population de ce pays du terrorisme mais ont semé la terreur et la désolation à grande échelle dans ces pays d'Afrique.

Cédric Duval

## Église catholique : qu'ils balayent devant leur porche !

Les représentants officiels de l'Église catholique n'ont pas manqué de se joindre aux hommages rendus aux membres de la rédaction de *Charlie Hebdo*, eux qui étaient des athées revendiqués et militants.

L'hebdomadaire a pourtant dû ces vingt dernières années se défendre dans une quinzaine de procès portant sur des questions religieuses, « quatorze procès avec l'extrême droite catholique et un

seul procès avec l'islam », précisait Charb en 2012 à *L'Humanité*.

C'est que, parmi ceux qui en France se réclament du catholicisme, toute une frange est jumelle des fondamentalistes musulmans

en matière d'idées réactionnaires. C'est régulièrement que ces intégristes catholiques cherchent à imposer à toute la société leur point de vue, quitte à faire parfois des victimes. Ainsi, en 1988, les milieux intégristes avaient protesté contre le film *La dernière tentation du Christ*, allant jusqu'à incendier un cinéma à Paris, en y faisant quatre blessés graves. Ce sont ces mêmes courants

qui en décembre 2011 ont cherché à empêcher que se joue une pièce de théâtre, *Golgota Picnic*, au théâtre du Rond-Point à Paris. En mars 2012, le directeur de ce théâtre était agressé par deux intégristes catholiques, ceux-ci lui jetant une assiette remplie d'excréments. L'étendard le plus fréquemment agité par ces intégristes catholiques est la lutte contre le droit à l'avortement.

Alors, les institutions religieuses catholiques qui protestent de leur solidarité après l'assassinat des membres de la rédaction de *Charlie Hebdo* font preuve d'une belle hypocrisie. Dans le même temps, elles traînent dans leur sillage des fous de dieu qui rêvent d'imposer leur ordre à toute la société et ne font rien pour s'en démarquer.

Boris Savin

## Nigeria : la population prise entre les assassins de Boko Haram et l'armée

Les bandes armées islamistes de Boko Haram avaient enlevé en avril dernier 220 lycéennes, dont on est toujours sans nouvelles. Mais tous les jours cette organisation intégriste fait régner la terreur dans le nord-est du Nigeria, où les massacres se sont multipliés depuis le début de l'année.

Pendant le week-end des 10 et 11 janvier, 25 personnes sont ainsi mortes sur les marchés du nord du Nigeria. Boko Haram y avait envoyé des fillettes de 10 ans bardées d'explosifs commandés à distance. Ces actes horribles ne sont que la plus récente des tueries perpétrées par la secte. La semaine précédente, une quinzaine de villages de la région avaient été attaqués et leurs habitants massacrés. À Baga, des centaines de personnes y ont laissé la vie. Les survivants ont dû s'enfuir

en traversant le lac Tchad comme elles le pouvaient, s'y noyant parfois. La ville de Damaturu a également été prise pour cible, et on y compte une centaine de victimes.

La population vit entre deux terreurs : elle craint Boko Haram, mais aussi l'armée nigérienne. Quand celle-ci sort des casernes où elle s'est retranchée, c'est pour commettre des tueries dont la cruauté ne cède en rien à celles comises par la secte. En avril 2013, les militaires ont

brûlé 2 000 maisons à Baga pour venger la mort d'un des leurs. Chacun des deux camps cherche à prendre ou à garder le pouvoir sur la région en employant la même politique terroriste. Et Boko Haram menace désormais la population des pays voisins, le Cameroun, le Tchad et le Niger, cherchant à étendre sa domination sur la vaste zone déshéritée qui s'étend de part et d'autre de ces frontières.

Toutes ces horreurs se déroulent dans un pays, le Nigeria, qui est avec l'Afrique du Sud la première économie du continent, le paradis des compagnies pétrolières et la terre bénie des investisseurs en Afrique. Mais si les actionnaires des sociétés américaines et européennes en profitent, ainsi que les

dirigeants nigériens et une mince couche de petits bourgeois locaux, la population vit dans la misère. C'est en particulier le cas dans le nord du pays, et c'est sur ce terreau qu'a grandi Boko Haram.

Le mouvement est né en 2002 et son créateur a trouvé l'oreille des habitants non seulement en prônant l'application de la loi islamique, mais aussi en dénonçant la corruption des dirigeants qui détournent la rente pétrolière et laissent la population du Nord dans la misère. Dès le début Boko Haram a entretenu des liens troubles avec le milieu politique. Gouverneurs et sénateurs du Nord ont utilisé les gangs de la secte pour se faire élire, en échange de la promesse d'appliquer la

loi islamique. Certains généraux, qui forment le vrai pouvoir au Nigeria, en ont été complices, sous les yeux du gouvernement central. Aujourd'hui l'armée est bien incapable de combattre la secte. Le budget militaire représente plus de 20% de celui du pays mais, avec la corruption qui règne à tous les niveaux, pratiquement rien ne parvient aux troupes qui affrontent Boko Haram.

On voit au Nigeria jusqu'où peut aller la cruauté de groupes islamistes ennemis mortels des travailleurs et de la population pauvre. Mais, à l'origine de leur développement, il y a le pillage des ressources de la planète par l'impérialisme et le maintien des régimes corrompus qui le servent.

Daniel Mescla

## Mauritanie : un régime esclavagiste allié de la France.

En Mauritanie, un homme, Mohamed Cheikh Ould Mohamed, vient d'être condamné à mort pour apostasie, c'est-à-dire pour abandon de la foi musulmane.

Les autorités considèrent en effet comme un blasphème passible de la peine capitale le texte qu'il avait mis en ligne sur Internet pour dénoncer les discriminations dont sont victimes, au nom de l'islam, certaines catégories sociales, dont les descendants d'esclaves. Il avait parlé à ce propos d'« *un ordre social inique* », hérité des débuts de l'islam. Arrêté il y a un an, il attendait en

prison son procès.

150 000 Mauritaniens, soit 4% de la population, naissent et vivent en esclavage. Ils sont totalement dépendants de leurs maîtres, dont ils gardent les troupeaux dans le désert. Ce sont pour la plupart les descendants des Noirs africains qui peuplaient les rives du fleuve Sénégal avant la conquête maure il y a plusieurs siècles. L'esclavage a

officiellement été aboli en 1981, et est même officiellement puni de dix ans de prison. Mais il s'agit là d'une parfaite hypocrisie destinée aux organisations internationales. Dans la réalité, non seulement cette institution moyenâgeuse perdure, mais les seuls qui subissent la répression sont les militants antiesclavagistes. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés en novembre pour avoir organisé une caravane antiesclavagiste dans les villes situées le long du fleuve Sénégal, notamment à Rosso. Le verdict les concernant doit être rendu à la mi-janvier.

La tolérance des autorités mauritaniennes vis-à-vis de l'esclavage n'a rien d'étonnant. Les dirigeants politiques et les hauts gradés de l'armée appartiennent pour la plupart aux familles esclavagistes. Ils ont d'autant moins de raisons de renoncer à cette pratique barbare que les dirigeants des grandes puissances la couvrent. C'est en particulier le cas de la France, dont la Mauritanie est un fidèle allié.

Ce pays abrite une base militaire française de l'opération Barkhane, censée enrayer la progression des

groupes armés djihadistes. Le groupe pétrolier Total y a des intérêts. L'actuel dictateur, Mohamed Ould Abdel Aziz, sait défendre les intérêts de l'impérialisme français sous sa casquette d'actuel président de l'Union africaine. Il s'est ainsi déplacé à Ouagadougou pour distiller aux nouveaux maîtres du Burkina Faso les conseils soufflés par Paris après la chute de Compaoré. C'est donc peu dire que l'État français est totalement complice du régime mauritanien et de sa perpétuation de la barbarie esclavagiste.

D. M.

## Arabie saoudite : 1 000 coups de fouet pour avoir critiqué le régime!

Vendredi 9 janvier, en Arabie saoudite, un blogueur de 30 ans, Raef Badaoui, a reçu 50 coups de fouet en place publique. Il ne s'agit que d'une partie de la peine qu'il doit subir, puisque ce militant a été condamné à recevoir 1 000 coups de fouet au total, à raison de 50 par semaine pendant vingt semaines. Outre cette sentence barbare d'un autre âge, il a été condamné à dix ans de prison et à payer une amende d'un million de riyals, soit près de 200 000 euros.

Raef Badaoui animait un site Internet, le Réseau libéral saoudien, dans lequel il critiquait le manque de liberté d'expression dans le pays et le poids de la religion dans la vie publique. Arrêté en juin 2012 pour insulte à

l'islam, il lui était notamment reproché d'avoir « *ridiculisé la Commission de la promotion des vertus et de la prévention des vices* », la police religieuse du régime.

Dirigée d'une main de fer par la même famille depuis plus de quatre-vingts ans, la monarchie saoudienne impose à toute la société une législation reposant sur un islam particulièrement rigoriste, qui en fait l'un des États les plus réactionnaires de la planète. Il ne reconnaît aucun droit aux femmes, ni le droit de vote, ni même le simple droit de conduire une voiture. L'apostasie, le fait d'abandonner la religion musulmane, est punie de la peine de mort. Le régime ne tolère aucune opposition et les organisations des

droits de l'homme estiment à 30 000 le nombre des prisonniers politiques.

Le gouvernement américain, qui prétend lutter contre la barbarie islamiste, se garde bien de critiquer un régime qui est un de ses principaux alliés au Moyen-Orient. Après la flagellation de cet opposant, il s'est contenté de protestations très modérées et sans conséquence. Il en a été de même des dirigeants de l'Union européenne. Cela montre la foi qu'ils accordent eux-mêmes aux déclarations qu'ils font ces jours-ci, après l'attentat contre *Charlie Hebdo*, sur la nécessité de défendre la liberté d'expression.

Marc Rémy

Lisez la revue

### Lutte de classe

Revue mensuelle de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du numéro 165 janvier-février 2015

## Discussions et interventions au 44<sup>e</sup> congrès de Lutte Ouvrière

Ce numéro paraîtra jeudi 22 janvier et sera en ligne sur le site de Lutte Ouvrière, onglet Lutte de classe, dès le dimanche 18 janvier.

Prix : 2 euros  
Envoi contre cinq timbres à 0,76 euro

## Grèce : les banquiers seront payés

Le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, vient d'appeler les gouvernants européens à envisager un allègement de la dette grecque. Cela tranche sur les déclarations alarmistes des politiciens, en Grèce et en Europe, prédisant une catastrophe financière en cas de victoire aux élections législatives du 25 janvier de Syriza, la coalition de la gauche radicale, dont le programme comporte la renégociation de la dette.

Du côté des dirigeants européens, la pression est forte pour obtenir que le gouvernement grec reste entre les mains du Premier ministre de droite, Samaras, et de son allié du Pasok, Vénizélos, fidèles courroies de transmission des programmes d'austérité décidés par la Troïka, c'est-à-dire la Banque centrale européenne, l'Union européenne et le FMI. D'où la tendance à dramatiser en présentant Alexis Tsipras, le dirigeant de Syriza, comme un anti-Union européenne à tout crin, ce qu'il ne cesse de démentir. D'où l'inquiétude orchestrée sur une renégociation de cette dette qui, paraît-il, coûterait très cher. Et chaque gouvernement de calculer les milliards qu'elle coûterait à son Trésor, c'est-à-dire à ses contribuables, car aucun n'envisage un instant de faire payer les

banques qui se sont enrichies sur la misère de la population grecque.

Du côté des marchés financiers, on souffle bien sûr le chaud et le froid, mais en fait sans trop d'inquiétude. La dette grecque est très majoritairement détenue par les États, soit directement d'État à État, allemand et français en particulier, soit collectivement par l'intermédiaire du Fonds européen de stabilité financière. Selon le journal *Les Échos*, les banques seraient même sereines. La renégociation n'est pas pour elles une nouveauté. Elles se sont très bien sorties de la restructuration de la dette de mars 2012 : elles n'ont conservé que certains prêts au secteur privé, laissant les investissements risqués, mais parfois très rentables, à des fonds spéculatifs indépendants, ou

parfois dépendants d'elles.

Certains de ces financiers, comme les investisseurs du Oppenheimer Funds, cité par le *Financial Times*, voient même dans les élections, quel qu'en soit le vainqueur, une opportunité car « l'austérité en Europe est contre-productive » et trop de contraintes nuisent à la relance de l'économie. À condition qu'elle ne se fasse pas dans un climat d'instabilité préjudiciable aux affaires, la perspective d'une renégociation n'inquiète pas vraiment le monde de la finance, car il sait que, quoi qu'il arrive, les intérêts de la dette continueront à être payés. Une renégociation ne viserait à rien d'autre qu'à maintenir en vie le débiteur... pour qu'il puisse continuer à payer.

Tels sont les calculs des politiciens et des financiers qui, nuances mises à part, sont fondamentalement d'accord sur la nécessité de faire payer la population. La misère des travailleurs grecs, les 26,8% de chômeurs, dont 50% chez les jeunes, le niveau de vie en chute libre, les équipements sanitaires et éducatifs en ruine, tout cela n'entre pas dans leurs préoccupations.

Sylvie Maréchal

## Brésil : racisme meurtrier

Chaque année en moyenne, sur 56 000 victimes d'homicide, 30 000 sont des jeunes entre 12 et 29 ans, et plus des trois quarts de ces jeunes sont noirs ou métis. Tel est le bilan d'une enquête sur l'ensemble du territoire du Brésil.

La société brésilienne est connue pour ses inégalités et sa violence. C'est aussi une société raciste, contrairement à la légende de tolérance et de démocratie raciale dont elle se vante. En

réalité, plus on est noir, plus on est pauvre et plus on est exposé à la violence. Chaque jour, plus de soixante de ces jeunes sont tués. Presque chaque semaine, les actualités montrent un jeune Noir abattu par la police sans raison, à part le fait d'être noir.

Loin de diminuer, cette inégalité s'est renforcée ces dernières années. Tandis qu'entre 2007 et 2012 les meurtres de jeunes Blancs diminuaient de 5%, ceux de

jeunes Noirs augmentaient de 21%. Ils auraient à peu près doublé depuis 2000.

Ce que certains dénoncent comme un génocide de la jeunesse noire a ses origines dans des siècles d'esclavage et de colonisation, au cours desquels les maîtres étaient blancs, et les esclaves noirs. Le métissage largement répandu a quelque peu voilé cette opposition, sans la faire disparaître.

Vincent Gelas

## Commerce des armes : tout va bien pour les marchands de mort

Fin décembre, sous l'égide de l'ONU, 130 pays ont signé un premier traité international sur le commerce des armes qui est censé moraliser le commerce des armes dites conventionnelles (armes à feu, avions et navires de guerre, missiles). Il ne concerne pas les armes nucléaires, chimiques ou biologiques, ni les munitions. Il n'y a pas là de quoi perturber les affaires des industriels de l'armement, sur un marché qui pèse plus de 85 milliards de dollars par an.

Le représentant de la France a déclaré que ce

traité « endiguera le flux d'armes à destination de gouvernements qui les utiliseraient pour commettre des atrocités ».

Or la France est le troisième exportateur d'armes, derrière les États-Unis et la Russie. En tête des industriels français exportateurs on trouve Thales (missiles, radars de défense aérienne, satellites espions), Safran (missiles) et Airbus (hélicoptères de combat). Le volume des exportations d'armes françaises n'a cessé d'augmenter depuis 2007. Parmi les clients de la France, il y a eu des

dictatures comme la Tunisie de Ben Ali, la Libye de Kadhafi, ou la Syrie. Il y a le Bahreïn, le Maroc, l'Égypte, le Tchad et Israël. L'an passé, le meilleur client de la France a été l'Arabie saoudite, dont le marché représente 28% des commandes françaises. Pour 1,9 milliard d'euros, Safran et Thales ont rééquipé l'armée de l'air saoudienne et l'armée privée du roi.

Les armes sont pour les régimes sanguinaires; les profits pour les actionnaires; et les traités pour la galerie.

Julie Lemée

## GRÈCE : APRÈS LA DICTATURE DES COLONELS...



## EXPLOSION DU NOMBRE DES SUICIDES EN GRÈCE



# Janvier 1905 : la mort de Louise Michel, combattante de la Commune

Il y a 110 ans, le 9 janvier 1905, mourait Louise Michel, une femme qui pendant longtemps a incarné la Commune de Paris et toute une tradition révolutionnaire du mouvement ouvrier français.

Elle était née le 29 mai 1830 au château de Vroncourt (Haute-Marne). Fille d'une domestique et du père d'une famille de la petite noblesse, les Demahis, pour laquelle sa mère travaillait, elle était une enfant naturelle, comme on le disait à l'époque. Cela ne l'empêcha pas de bénéficier d'une éducation humaniste, les Demahis étant républicains et pénétrés des idées des Lumières. Quand ceux-ci moururent à la fin des années 1840, le château fut vendu et Louise dut gagner sa vie. Dans ses Mémoires (1885), elle a raconté comment elle fut très tôt choquée par l'injustice.

En 1850, Louise Michel passa un diplôme pour devenir institutrice. Elle allait se préoccuper toute sa vie de l'éducation, en particulier de celle des jeunes filles de milieu populaire. Refusant de prêter serment à l'empereur Napoléon III, elle ouvrit une école privée en Haute-Marne. Confrontée à la misère de la région, elle écrivit au préfet afin « de créer un bureau de bienfaisance, créer des chantiers, des ateliers publics, car le pain manque ». Venue à Paris à partir de 1855 pour combattre l'Empire, elle collabora aux journaux de l'opposition républicaine à Napoléon III.

**Institutrice républicaine, communarde puis déportée**

Louise Michel devint également une féministe, indignée par les nombreuses injustices faites aux femmes. Elle devint proche de blanquistes comme Emile Eudes et Raoul Rigault, mais aussi d'Eugène Varlin, militant de l'Association internationale des travailleurs, à laquelle elle adhéra peut-être. En novembre 1870, après la chute du second Empire, elle fut élue présidente du Comité républicain de vigilance des citoyennes du XVIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

À partir du 18 mars 1871, elle participa à la Commune de Paris en tant que propagandiste, ambulancière, membre du Comité de Vigilance de Montmartre mais aussi garde au 61<sup>e</sup>

bataillon, dans lequel elle participa à la marche sur Versailles et aux combats d'Issy et de Clamart. Pendant la Semaine sanglante du 21 au 28 mai 1871, elle fut parmi les derniers combattants sur la barricade de la chaussée Clignancourt.

Louise Michel se livra aux Versaillais en échange de sa mère Marianne, qui avait été arrêtée à sa place. Lors de son procès, en décembre 1871, après avoir tenu tête à ses accusateurs, elle fut, comme des milliers d'autres, condamnée à la déportation en Nouvelle-Calédonie, où elle arriva en décembre 1873. N'abandonnant pas ses idées, elle y organisa des conférences, fit quelques études pour la Société nationale de géographie et surtout fut une des rares déportées à sympathiser avec les Kanaks et à soutenir leur révolte de 1878 contre l'oppression coloniale, alors que de nombreux communards participaient à la répression, en échange d'une remise de peine.

**Militante anarchiste et internationaliste**

Louise Michel fut rapatriée en 1880 à la faveur d'une amnistie générale. Le mouvement ouvrier français avait été laminé par la répression de la Commune de Paris, un massacre sans précédent. Louise Michel représenta alors, avec quelques autres, l'héritage de la Commune et la continuité du mouvement ouvrier. Devenue anarchiste au début des années 1880, ce fut également une militante de l'égalité. « *Ce n'est pas une miette de pain, c'est la moisson du monde entier qu'il faut à la race humaine, sans exploiteur et sans exploité* », écrit-elle par exemple. Elle continua son combat et fit plusieurs séjours dans les prisons de la Troisième République, parfois de quelques mois, parfois de plusieurs années.

En janvier 1882, elle est condamnée à quinze jours de prison pour outrage à agent. En juin 1883, elle est de nouveau condamnée, après une manifestation de chômeurs qui avait rassemblé 15 000 personnes aux cris de « *du travail ou du pain* » et avait été suivie



DR

du pillage de quelques boulangeries. En 1886, elle est condamnée à quatre mois de prison pour un discours prononcé lors d'un meeting de soutien aux mineurs de Decazeville.

Louise Michel dénonce

la politique d'expansion coloniale, qui bat son plein dans les années 1880 : « *Le gouvernement n'a plus d'abattoirs à Paris, comme en 1871, mais il les a à Madagascar et au Tonkin.* » En 1890, elle participe à la

campagne de propagande, décidée par l'Internationale ouvrière, en vue de la préparation du 1<sup>er</sup> mai. Oratrice et conférencière inépuisable, elle se déplace en France, en Belgique, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne où elle se réfugie quelque temps, comme de nombreux autres anarchistes. Elle écrit abondamment. En 1896, elle participe au Congrès international socialiste de l'Internationale ouvrière à Londres ; elle soutient, après des hésitations, la cause des attentats anarchistes en France, qui, en 1892-1894, visent différentes personnalités et dont l'un tue le président de la République Sadi Carnot. Elle fait l'objet de campagnes haineuses de la presse. Lors de l'affaire Dreyfus, elle s'engage finalement pour le capitaine, victime de l'antisémitisme de la hiérarchie militaire.

C'est au cours d'une tournée de meetings que Louise Michel meurt à Marseille. Ses funérailles, le 21 janvier 1905, de la Gare de Lyon au cimetière de Levallois, rassemblent une foule de quelque 120 000 personnes qui rendent ainsi hommage à la révoltée, à la militante internationaliste, à la combattante résolue du mouvement ouvrier.

**Michel Bondelet**

## CGT : avec ou sans Lepaon, mais derrière Hollande

**Réunie mardi 13 janvier, la direction de la CGT n'a pas réussi à trouver un successeur à Thierry Lepaon, son secrétaire général démissionnaire. Philippe Martinez, responsable de la fédération de la métallurgie, s'il n'a pas réussi à prendre le poste, est tout de même chargé de faire une nouvelle proposition d'ici le 3 février.**

La presse, informée par des membres de la direction de la CGT souhaitant visiblement savonner la planche à Lepaon, avait publié successivement les montants des travaux effectués dans le logement de fonction du secrétaire, dans son bureau et, finalement, celui d'une prime et d'un salaire plus que confortables. Tout cela est évidemment très en dessous du train de vie des cadres de la bourgeoisie, pour ne pas parler des bourgeois eux-mêmes. Mais c'est bien suffisant pour rester, à juste titre, en travers de la

gorge des militants qui essaient tous les jours de faire vivre leur syndicat. Lepaon devait donc être remplacé, mais par qui ?

Il s'en est suivi une série de manœuvres et de contre-manœuvres entre responsables et bureaucrates de haut rang. Mais visiblement ils ne se posaient guère le problème de l'intérêt des travailleurs ou de leur syndicat, mais bien plus celui de leur carrière et des rapports de force entre différents clans.

La triste comédie de l'union nationale derrière Hollande, concrétisée

par le défilé du dimanche 11 janvier derrière la foule des dirigeants du monde bourgeois, est survenue en plein milieu de ces querelles byzantines. Le gouvernement avait besoin des dirigeants syndicaux pour réussir son opération, pas un n'a manqué à l'appel. La direction de la CGT avait retrouvé son unité, mais pour se mettre au service du gouvernement.

Cela, plus que tous leurs discours, montre que le premier souci des dirigeants de la CGT n'est pas la défense des intérêts de la classe ouvrière, dans cette période de crise, face au patronat et au gouvernement. Cet épisode aura au moins eu pour résultat de le démontrer à nombre de militants.

**Paul Galois**



## Loi Macron : non aux semaines à rallonge !

Parmi les mesures antiouvrières du projet de loi du ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, discuté ces jours-ci à l'Assemblée, figure l'augmentation du nombre de dimanches travaillés et, dans certains cas, l'extension du travail en soirée.

Actuellement, les maires peuvent décider d'autoriser les commerces non alimentaires à ouvrir exceptionnellement cinq dimanches par an. Le projet de loi Macron, dans sa version initiale, en fait une obligation pour les maires, et ils pourront décider d'aller jusqu'à douze par an. De plus, à longueur d'année, le travail le dimanche et « en soirée » sera autorisé dans une vingtaine de gares et dans des « zones touristiques internationales » que le projet de loi ne délimite pas.

Le gouvernement se déclare ouvert à la discussion sur le nombre de dimanches et il est question qu'il revienne sur l'obligation faite aux maires. Mais, l'essentiel serait maintenu : les vannes seront ouvertes pour une plus grande flexibilité des horaires de travail. Déjà, dans nombre d'hypermarchés, les travailleurs sont passés de trois à cinq dimanches travaillés : quatre en décembre et le premier dimanche des soldes.

Le projet de loi Macron réaffirme, il est vrai, le principe du « volontariat ». Comme si les pressions n'existaient pas pour faire accepter de venir travailler le dimanche ! Or, dans une grande surface, celui qui refuse a toutes les chances de se faire mal voir par son manager, et parfois aussi par ses collègues qui passeront un

dimanche particulièrement pénible au travail si l'équipe, déjà en sous-effectif en semaine, n'est pas au complet. La règle voudrait que la direction demande à chacun de signer un papier notifiant son accord pour être « volontaire », cependant certains managers annoncent aux employés qu'ils viendront dimanche, un point c'est tout. Il faut que l'employé qui refuse se mette en avant, éventuellement avec l'aide d'un militant syndical, pour obtenir son repos.

Quant aux « volontaires » pour travailler le dimanche, ce n'est pas par goût, mais parce qu'ils ne voient pas d'autre façon d'obtenir une augmentation de salaire. Les suppléments pour travail du dimanche sont variables : salaire triple, au choix jour de récupération ou salaire double, voire nettement moins. C'est le cas des superettes Carrefour Market qui, en tant que commerce

alimentaire, s'autorisent à ouvrir chaque dimanche. Leur convention d'entreprise prévoit une simple majoration de 20 % du salaire horaire. Si le travail du dimanche se banalise, les majorations tendront à disparaître.

Ceux qui, actuellement, acceptent de travailler le dimanche dans les hypermarchés sont inquiets d'une augmentation du nombre de dimanches autorisés. Ils se rendent compte que leur temps libre se réduira à peau de chagrin et craignent une remise en cause de leur majoration de salaire. Leur crainte est d'autant plus fondée que le projet de loi prévoit le principe d'une majoration pour travail le dimanche, sans en préciser le montant, renvoyé à des négociations de branches, d'entreprises ou de territoires, dans lesquelles les dirigeants des grandes surfaces seront en situation de dicter leurs volontés.

Le projet Macron pourrait donc mettre de nombreux travailleurs du commerce contre lui. C'est ce qui est à souhaiter.

Correspondant LO

## Le chômage responsable de 200 suicides par an

Des chercheurs de l'Inserm, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, se sont penchés sur le rapport entre un certain nombre de suicides et le chômage. Tout le monde comprend que le chômage provoque des suicides. Mais les causes, dans chaque cas, ne sont, le plus souvent, pas faciles

à dégager. Il est assez rare que celui ou celle qui passe à l'acte explicite son geste en désignant le chômage comme responsable. Le plus souvent il y a un ensemble de causes, dont des causes personnelles, familiales, psychiatriques, etc. parmi lesquelles le chômage est parfois l'élément déterminant.

## CSG : les retraités ponctionnés

Les pensions de 460 000 retraités vont baisser à partir de janvier 2015. Cela est la conséquence d'un nouveau mode de calcul du paiement de la CSG. Jusqu'à présent il y avait trois « seuils » selon le revenu imposable calculé après les diverses déductions fiscales (par exemple pour un emploi à domicile). Les plus petits étaient exonérés, ceux inférieurs à un premier seuil mais dont l'impôt était inférieur à 61 euros (seuil de recouvrement) étaient taxés à 3,80 %. Et les autres étaient taxés au taux dit normal de 6,60 %.

Le gouvernement a modifié les règles de calcul, en ne le basant désormais que sur le revenu compte

non tenu des déductions fiscales. 700 000 retraités vont y gagner un peu, mais 460 000 autres vont y perdre, en passant d'un taux de CSG de 3,80 % à celui de 6,60 %.

Pour des retraités, même ceux qui ne touchent que des pensions très faibles, la perte peut atteindre plusieurs dizaines d'euros voire près d'une centaine d'euros par mois. Autant dire que c'est catastrophique.

Que le gouvernement avantage, légèrement, des centaines de milliers de retraités, tant mieux pour eux. Mais s'en prendre à d'autres qui ne gagnaient pas plus, c'est scandaleux !

André Victor



## Nos lecteurs écrivent : 80 euros de moins sur la retraite

À la retraite depuis des années je ne payais pas d'impôt. Jusqu'aux dernières modifications qui ont fait que, pour la première fois, j'ai payé un impôt de 441 euros pour les revenus de 2013. C'était déjà une lourde charge pour une retraite Sécu de 1 066 euros.

Mais je ne m'attendais pas à devoir payer encore bien plus. Un courrier de la Caisse de l'assurance

retraite m'annonçait que je suis désormais assujettie aux cotisations CSG et CASA de 6,9 % et à la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 %. En janvier, j'ai touché 987 euros au lieu de 1 066 euros, soit presque 80 euros de moins qui viendront amputer ma maigre retraite ce mois et chacun des mois de l'année. Je suis indignée.

Armande, une lectrice de Troyes

## Un système qui crée la vulnérabilité

Une étude de l'Insee, l'organisme public des statistiques, relève qu'un ménage sur cinq, et plus de un sur quatre s'agissant des familles ouvrières, se trouve dans ce que l'Insee caractérise comme une situation de « vulnérabilité énergétique ».

5,9 millions de personnes doivent consacrer plus de 8 % de leurs revenus à leur chauffage et plus de 4,5 % à leurs déplacements, selon les calculs de l'étude citée.

Concrètement, cela signifie qu'il leur faut choisir entre d'autres dépenses indispensables et avoir de quoi pouvoir se chauffer correctement ou utiliser un moyen de transport pour aller travailler.

Cette étude s'appuie sur des données qui datent de 2008. Depuis, la situation ne s'est certes pas améliorée. Et cela, dans un des pays les plus riches de la planète !

Cela juge cette société. P.L.

## Antonutti-Delmas - Bezons : en grève contre un patron voyou

La CGT Antonutti (transports) appelait les travailleurs à la grève, mercredi 14 janvier, contre un projet de 66 suppressions d'emplois, sur 140 salariés, dont beaucoup de chauffeurs assurant des livraisons de pièces en « juste à temps » pour l'usine PSA de Poissy.

Le 8 décembre, une grève avait paralysé l'usine PSA de Poissy et stoppé net une première attaque du patron d'Antonutti, qui voulait imposer aux chauffeurs une baisse de salaire de 300 à 500 euros par mois pour tout 2015. Par sécurité, les grévistes avaient fait ajouter à l'accord de fin de conflit des garanties en cas de licenciement, et notamment 35 000 euros net minimum et 1 000 euros net par année d'ancienneté.

Les choses se sont depuis précipitées. La société Geodis, dont les chauffeurs Antonutti transportaient les pièces d'Achères à Poissy, a pris prétexte de cette grève pour dénoncer unilatéralement le contrat de transport avec Antonutti. Et depuis, le patron d'Antonutti essaie par tous les moyens de faire porter aux grévistes du 8 décembre la responsabilité des suppressions de postes, et même d'un projet de reprise de la société par une autre lui appartenant, également en redressement judiciaire.

Mais la vérité est tout autre. PSA, le puissant donneur d'ordres final, a supprimé fin décembre une des deux chaînes de montage de l'usine de Poissy. Outre les centaines de suppressions de postes que PSA programme à Poissy, d'autres effets frappent les sous-traitants. PSA demande notamment à Geodis de transférer son activité de préparation de pièces d'Achères à Poissy, dans l'enceinte même de l'usine, pour la rentrée de septembre 2015... ce qui supprimera la navette de camions pour transporter les pièces d'un site à l'autre. La suppression des postes des chauffeurs Antonutti est donc dans les tuyaux depuis bien longtemps.

Des informations concordantes tendent d'ailleurs à prouver que le patron d'Antonutti avait prévenu ses clients d'une dégradation du climat

social et d'un conflit possible, qui n'étaient alors que dans sa tête, dès septembre 2014.

Le même patron dirige près de 80 entreprises dont une, qui paraît au sommet, est au chaud au Luxembourg. C'est un multirécidiviste des plans de redressement judiciaire, des liquidations aux frais du contribuable, et des reprises d'entreprises avec plan de licenciements. Il jongle avec ses sociétés, faisant passer l'argent de l'une à l'autre.

Les chauffeurs Antonutti ne cessent de montrer leur combativité et leur détermination. Ils se sont rassemblés à une trentaine pour un comité d'entreprise extraordinaire le 30 décembre, en plein congés.

Ils sont toujours une quinzaine, chauffeurs en attente de travail ou après ou avant la prise de poste, pour toutes leurs autres actions, visites aux collègues des dépôts éloignés, aux ouvriers de Peugeot, de Gefco et de Geodis Achères, et à leurs collègues chauffeurs d'autres entreprises sous-traitantes.

En visite sur le dépôt d'Argenteuil, ils ont eu le plaisir de voir leur patron débarquer, très inquiet, à 6 heures un lundi matin, non pour les menacer mais pour tenter de les amadouer. Le lendemain à l'aube, ils ont trouvé un haut cadre sur un autre dépôt. Mardi 13 janvier à 6 heures du matin, c'est un responsable de Geodis, paraît-il revenu exprès de province, qui est venu les voir devant le site d'Achères... pour leur suggérer d'aller bloquer ailleurs!

La grève lancée mercredi 14 fait suite à un comité d'entreprise orageux et prépare une convocation, vendredi 16 janvier, au tribunal de commerce de Pontoise, où les grévistes veulent être très nombreux.

Correspondant LO

## Filtrauto - Argentan : aucune raison de filtrer la colère

L'usine Filtrauto d'Argentan dans l'Orne, qui produisait des pièces en plastique pour les filtres, a définitivement fermé ses portes le 31 décembre dernier. Sur les cinquante-deux travailleurs restant à l'effectif, trente-six ont été licenciés et seize ont été mutés à Vire, une ville du Calvados distante de 75 kilomètres, que l'on rejoint en une heure et quart par une mauvaise route.

Parmi les travailleurs, c'est l'écœurement et la colère qui dominent. Car Filtrauto n'est pas une entreprise en difficulté. Ces licenciements sont la conséquence de restructurations et de regroupements de production à l'échelle du groupe. La production d'Argentan est réaffectée à

Vire, avec licenciements à la clé, comme a été déplacée en Slovénie celle de l'usine de Saint-Père-en-Retz en Loire-Atlantique, où 93 travailleurs ont été licenciés.

Car Filtrauto n'a rien d'une PME. C'est l'une des trente-six filiales du groupe Sogefi, équipementier automobile en pièces et

composants pour moteurs, qui emploie 6 700 salariés dans le monde. Et Sogefi est lui-même contrôlé par une société holding qui intervient également dans l'énergie, la presse et la santé.

C'est dire que les travailleurs de Filtrauto, et ceux de tout le groupe, sont en droit de contester collectivement tout licenciement et exiger l'ouverture de la comptabilité de cette pyramide de sociétés où se cachent les profits accumulés par une poignée d'actionnaires parasites.

Correspondant LO

## Hôpital d'Amboise- Château-Renault : contre la fermeture du labo

La direction de l'hôpital d'Amboise-Château-Renault dans l'Indre-et-Loire vient d'annoncer la prochaine fermeture du laboratoire, sous prétexte que la certification désormais obligatoire serait trop onéreuse pour le budget de l'hôpital.

Une fois de plus, des considérations budgétaires sont mises en avant pour restreindre les services rendus aux usagers et s'attaquer aussi au personnel. Car l'opération entraînerait la suppression de neuf

postes de techniciens de laboratoire, dont le licenciement pur et simple des quatre employés sous contrat.

Le personnel n'a pas accepté cette nouvelle attaque contre un hôpital de proximité qui en a déjà subi bien d'autres. Une pétition a circulé pour refuser cette signature et a recueilli 900 signatures pour 950 employés dans l'hôpital, pour refuser cette fermeture.

Jeudi 8 janvier, une centaine de salariés se sont mis

en grève et rassemblés à l'appel des syndicats Sud et FO, rejoints par la CGT du département. Derrière les banderoles « Non à la fermeture du Labo » et « Hôpital en danger », le cortège a fait un tour dans l'hôpital puis dans les locaux administratifs afin de demander des comptes au directeur, comme par hasard indisponible car en réunion... Mais les grévistes sont bien décidés à ne pas en rester là.

Correspondant LO

## Le luxe dans le ciel et sur terre

Air France vient de lancer une campagne de promotion qui vante « sa nouvelle cabine La Première, composée de quatre suites privées », dans « un confort digne des plus grands hôtels ». Fauteuil « ottoman » pour un dîner en tête-à-tête, lit de plus de deux mètres de long, matériaux de grand luxe pour les aménagements de ladite suite, menus préparés par des chefs étoilés mondialement connus, personnel de bord aux petits soins... la compagnie ne lésine pas pour attirer sur ses vols long-courriers une clientèle de voyageurs habitués des palaces.

Évidemment, le grand luxe à 10 000 mètres d'altitude, cela a un prix : celui d'une voiture neuve pour un aller et retour Paris-Singapour, New York ou Jakarta, destinations sur lesquelles Air France propose



Une suite Première, selon une publicité d'Air France.

de telles prestations. Et signalons, bien qu'il soit hautement improbable que cela concerne directement les lecteurs de notre hebdomadaire, que la compagnie prévoit d'étendre son offre car, apparemment, de tels prix ne dissuadent pas une certaine clientèle. Au

contraire : Air France se félicite que la fréquentation de sa première classe ait augmenté de 7% en 2014.

Et ce sont les mêmes gens très fortunés qui reprochent aux salariés de « vivre au-dessus de leurs moyens »...

P.L.

# SNCF : après l'augmentation des tarifs, celle du nombre de chômeurs

**C'est moins spectaculaire que la fermeture d'une usine, mais cela a le même impact sur l'augmentation du chômage : la SNCF vient d'annoncer 1 100 suppressions de postes, l'équivalent de 2 000 emplois selon les syndicats.**

Elle devait pourtant, vu l'état calamiteux du réseau dû à la saignée monstrueuse dans les effectifs de maintenance, créer entre 1 000 et 1 500 postes à SNCF Réseau, chargée de l'infrastructure. Elle n'en créera que 500 dans cette branche. SNCF Mobilités, chargée du transport, supprimera 1 600 postes, en particulier de contrôleurs, de guichetiers.

Pour les cheminots concernés, cela signifie souvent des pressions pour accepter de changer de métier et de travailler loin de

chez eux. Pour les autres, cela signifie une dégradation des conditions de travail : ainsi, les conducteurs sont de plus en plus condamnés à être seuls à bord de leur train, à devoir gérer, sans contrôleur, les incidents techniques, les malaises des voyageurs, quand ce n'est pas subir des agressions sur certaines lignes.

Pour les voyageurs, il devient de plus en plus difficile de trouver un cheminot en chair et en os, capable de leur vendre un billet, de les renseigner et

de les assister.

Les cheminots s'opposent quotidiennement à ces suppressions de postes. Dans les ateliers, les gares ou les chantiers, c'est une des causes principales de conflits.

Tous les syndicats ont voté contre ces suppressions de postes au conseil d'administration de la SNCF du 8 janvier. Mais, en dehors d'une journée de mobilisation annoncée discrètement pour l'instant par la seule CGT le 29 janvier, aucune riposte n'est prévue.

Pourtant, seule la lutte collective pourra stopper l'hémorragie des emplois, dans le privé comme dans le public.

Correspondant LO



Atelier d'entretien de la SNCF (Ligne C du RER)



Guichets en gare d'Orléans

## Vernéa - Clermont-Ferrand : grève à l'incinérateur

**Le 24 décembre, les 54 travailleurs de l'incinérateur Vernéa de Clermont-Ferrand, appartenant au groupe Suez environnement, se mettaient en grève à 80%. Leurs revendications portaient sur l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail et de sécurité dans l'usine.**

L'incinérateur Vernéa de Clermont-Ferrand, appartenant à Sita, filiale de Suez environnement, deuxième groupe mondial de la gestion de l'eau et des déchets, a été mis en service en novembre 2013. Une usine toute neuve et soi-disant entièrement automatisée. C'est l'un des arguments qui ont convaincu une partie des travailleurs de se faire embaucher, certains ayant même démissionné d'un autre emploi. Mais ils ont rapidement déchanté.

Salaires insuffisants, conditions de travail dangereuses et postes insuffisants s'accompagnent, comme dans beaucoup d'entreprises, de pressions sur les victimes d'accident pour ne pas se déclarer en accident du travail ou ne pas s'arrêter.

Depuis plusieurs semaines, le ras-le-bol s'était accru. Deux assemblées générales ont été organisées et un préavis de huit jours a été donné à la direction pour qu'elle accède aux exigences des travailleurs.

Aussi, le 24 décembre,

sans réponse aux revendications, la grève était lancée. Alors qu'il n'y a jamais de renfort pour pallier les absences en temps ordinaire, la direction a fait venir des cadres et des ouvriers d'autres sites pour remplacer les grévistes.

En colère, ils érigeaient un premier piquet de grève devant l'usine pour empêcher les camions de livrer les déchets. Dès le lendemain ce barrage était levé par les CRS, suite à un jugement en référé. Deux réunions au siège de Vernéa à Lyon aboutissaient à une vague promesse d'organiser des groupes de travail sur les conditions de travail et à une fin de non-recevoir sur les salaires. La direction proposait une prime de reprise de 80 euros, jugée indécente par les grévistes.

Le 7 janvier, un nouveau blocage du site était organisé. Le lendemain, les CRS intervenaient de nouveau pour ouvrir le barrage et évacuer les grévistes et les militants de la CGT venus les soutenir. Pendant

l'évacuation, les travailleurs scandaient : «*Nous ne sommes pas les déchets du patronat*» et «*De l'argent, il y en a dans les caisses de Vernéa*».

Durant le conflit, les principaux responsables politiques du département, qui confient la gestion des déchets à Vernéa, ont brillé par leur absence. Le maire PS de la ville voisine de Cournon-d'Auvergne, plusieurs fois contacté, n'était jamais disponible. Quant à

son compère de Clermont-Ferrand, également socialiste, cela ne semblait pas le concerner.

Vendredi 9 janvier, à l'issue d'une nouvelle réunion, la direction faisait quelques concessions supplémentaires, en particulier une revalorisation des plus bas salaires, concernant une dizaine de travailleurs, et une prime de 150 euros pour tous fin janvier. Les grévistes décidaient d'arrêter la grève et

de reprendre le travail le lundi suivant.

Samedi matin, après avoir démonté la tente où ils s'étaient relayés durant toute la grève, ils se sont retrouvés autour d'un barbecue, fiers de s'être opposés à leur patron, certains ayant fait grève pour la première fois. Comme le disait l'un d'entre eux : «*Nous sortons la tête haute, il faut rester soudés pour l'avenir*.»

Correspondant LO

## Le quotidien à l'Exploitation

Les salaires en 2x8 aux quais, ou en 5x8 à l'Exploitation (avec trois week-ends travaillés sur cinq), varient de 1 250 à 1 650 euros, primes comprises.

À l'Exploitation, un atelier qui porte bien son nom, les tâches sont multiples : rondes de surveillance, analyses, nettoyage des grappins, conduite de ponts roulants et dépannages en dehors des horaires de présence de l'équipe de maintenance.

S'y ajoutent les tâches imprévues. Ainsi, le pont roulant soi-disant automatique qui sert à prendre les déchets dans des fosses pour charger le four ne fonctionne pas correctement. Il faut le manipuler, ce qui occupe quasiment un rondier-pontier à plein

temps. Et, cerise sur le gâteau, en fin d'équipe, il faut évacuer à la pelle et au balai, dans des odeurs pestilentielles, 500 à 800 kilos d'ordures ménagères ou de gravats tombés dans l'opération. Quatre travailleurs par équipe sont prévus, mais il n'y a personne pour remplacer les absents. Le plus souvent, ils ne sont donc que trois et n'ont pas le temps de prendre les pauses.

Manutention de produits chimiques, nettoyage et travaux de maintenance dans une atmosphère viciée, sans masque adapté, nettoyage à la pelle et à la pioche de résidus incandescents aux alentours de 500°C, sans protection adaptée, constituent le quotidien. La vitre de

protection d'une salle de commande d'un pont a été cassée par la pince de ce pont, qui pèse 6 tonnes. Comme, pour changer la vitre, il faudrait arrêter l'installation, elle tourne avec une protection de fortune. Plusieurs incendies ont eu lieu. Des déchets stockés dans un hangar non prévu à cet effet ont pris feu et, en voulant intervenir, un ouvrier s'est blessé, à cause d'un tuyau d'arrosage non adapté qui a éclaté. Une autre fois, une explosion a eu lieu dans une trémie : une boule incandescente a explosé mais, alors que des salariés travaillent régulièrement à cet endroit, le système incendie n'a pas détecté le feu...

## Abattoirs AIM : 600 emplois menacés

Les Abattoirs industriels de la Manche (AIM) ont été placés le 6 janvier en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Coutances, comme l'avait demandé la direction de la société.

Venus en car de l'établissement d'Antrain en Ille-et-Vilaine, quelque 150 salariés ont rejoint ceux du siège de Sainte-Cécile, dans la Manche, qui compte 400 salariés. Au son de cornes de brume et en scandant « *Gouhier, démission* » (le nom du directeur des AIM), 500 manifestants se sont regroupés derrière une banderole proclamant « *AIM veut vivre, les emplois, c'est possible* » et « *Ouvriers en colère, le combat commence* ». Un groupe d'une dizaine de fonctionnaires des services vétérinaires, appelés à intervenir régulièrement dans les établissements du groupe, participait également à la manifestation, de même

qu'une dizaine d'élus locaux, maires de petites communes, craignant pour les emplois.

AIM avait pourtant bénéficié du soutien des collectivités locales, qui avaient entre autres racheté les actifs immobiliers du groupe pour 8 millions d'euros. Les ouvriers, qui n'ont touché que 800 euros en décembre, au lieu de 3 000 habituellement, ont eux obtenu un chèque de 500 euros du conseil général de la Manche et... un prêt du même montant pour ceux d'Ille-et-Vilaine!

Ces élus d'Ille-et-Vilaine ont annoncé que deux repreneurs potentiels se sont manifestés pour le site

d'Antrain et un pour celui de Sainte-Cécile. J.L. Tourenne, président du conseil général d'Ille-et-Vilaine, a déclaré que « *tous les acteurs (...) sont prêts à contribuer financièrement si besoin, pour accompagner au mieux ce changement, par la modernisation du site, par exemple* ».

Pourtant, il n'y a aucune garantie de maintien des emplois et ce, dans un contexte où tout espoir de retrouver du travail est bien mince. Mais les élus ont préféré soutenir « *une bande de truands qui a coulé le bateau* », pour reprendre l'expression d'un délégué syndical. Et ils comptent bien continuer à le faire avec l'éventuel repreneur.

Les travailleurs ne pourront compter que sur eux-mêmes pour se défendre.

Correspondant LO



LICENCIEMENTS DANS LES ABATTOIRS

## Arc International : non au chantage à l'emploi

On connaît maintenant les conditions du fonds d'investissement PHP, acceptées par les anciens actionnaires et le gouvernement, pour le prétendu sauvetage de plus de 5 000 emplois à Arc International.

Les syndicats sont donc sommés d'accepter un plan de 556 suppressions d'emplois, dont 113 ouvriers sur les 3 300 que compte l'usine. À cela s'ajoute la généralisation de la flexibilité des horaires pour les travailleurs restants et l'abandon de la demande de classement amiante de l'entreprise, ce qui concerne plus de 1 800 travailleurs qui espéraient partir en départ anticipé. Parmi les autres conditions, il y

aurait l'acceptation d'une remise de 50% de la dette auprès des banques, ainsi qu'un rééchelonnement par l'État de la dette fiscale de l'entreprise. À ces conditions, PHP consentirait à investir 58 millions d'euros, en échange de 75% des actions. Bref, une affaire bien profitable.

De plus, il faudrait que la négociation de ce plan de sauvetage se fasse dans l'urgence, avec une signature début février, car il y

aurait la menace d'un redressement judiciaire, pas moins! Cela se traduit dans la bouche des dirigeants actuels par: « *Ou les syndicats acceptent ou on ferme la boîte.* »

Du côté des syndicats qui, depuis le 6 janvier, sont pour l'essentiel de leur temps occupés par la direction à négocier ce plan, les réactions sont diverses. Pour la CGT, premier syndicat chez les ouvriers, il ne faut pas risquer la fermeture de l'entreprise... sous-entendu : on n'a pas d'autre choix que de signer. Mais cette position n'est pas celle de bien des militants du syndicat et de bien des travailleurs.

L'UNSA, ex-syndicat autonome proche de la direction, premier syndicat sur l'usine lors des dernières élections professionnelles, a fait savoir publiquement qu'il allait refuser la signature, notamment parce que, depuis des années, il s'est lancé dans une procédure visant au classement amiante de l'entreprise. Il envisage d'organiser une manifestation à Paris le samedi 17 janvier, appel soutenu par la CFTC et par SUD, qui est contre la signature.

Dans les ateliers et les services, il y a beaucoup d'attentisme, mais bien des travailleurs n'ont pas envie de laisser faire sans réagir, ce qu'exprime le tract

*Lutte Ouvrière* qui paraît sur l'entreprise depuis des années: « *Nous ne devons pas céder au chantage de ceux qui veulent nous mettre à genoux. Nous sommes plus de 5 000 dans l'usine. Si nous le décidons, nous avons le nombre, la force, les moyens de faire entendre nos exigences [...] Aucun emploi ne doit être supprimé, les camarades qui ont subi l'amiante doivent pouvoir partir plus tôt s'ils le souhaitent et, pour ceux qui restent, pas question d'être encore plus flexibles et de subir des dégradations dans les conditions de travail.* »

Correspondant LO

## La Poste Meyzieu (Rhône) : la détermination a payé

Après trente jours de grève, les facteurs de Meyzieu ont décidé de reprendre le travail jeudi 8 janvier. Ils s'étaient mis en grève pour s'opposer à une réorganisation qui, tout à la fois, aurait supprimé des emplois, augmenté leur charge de travail et bouleversé leurs horaires.

Elle aurait aussi supprimé pour certains d'entre eux le temps de pause auquel ils avaient droit jusque-là et aurait imposé à tous une délocalisation sur le centre postal de Vaulx-en-Velin.

À l'origine de ce projet, il y avait la vente du bâtiment de la poste de

Meyzieu par la filiale de La Poste PostImmo, dans le cadre d'une opération immobilière sur le site. L'objectif de La Poste était de gagner sur tous les tableaux, en faisant à la fois une transaction immobilière juteuse et une économie de personnel. C'était sans tenir compte

de la détermination des facteurs.

Pourtant la direction de La Poste a utilisé les grands moyens pour essayer de discréditer la grève: elle n'a cessé de dénigrer le seul syndicat (SUD) qui soutenait les grévistes; elle a mobilisé tous les cadres du département, y compris les chefs d'établissement, pour effectuer le travail des grévistes; elle affirmait effrontément dans les médias que la grève n'avait pas d'impact sur la distribution du courrier, contrairement à

ce que les grévistes pouvaient constater tous les jours.

Malgré tout cela, la direction qui voulait se montrer intraitable a finalement dû en rabattre: elle a dû concéder le maintien d'un local sur Meyzieu, pas un simple garage à vélos comme elle le prévoyait, mais où les facteurs prépareraient eux-mêmes leur tournée, comme actuellement. Quant aux changements d'horaires, ils seront limités aux seuls volontaires. Enfin, un agent à temps

partiel imposé se verra proposer un temps plein et deux employés en CDD auront un CDI.

La plupart des facteurs n'avaient jamais fait grève auparavant. Pendant tout le mouvement, ils sont restés soudés. Ils se retrouvaient en assemblée générale tous les jours. Et même si un mois sans salaire c'est d'autant plus dur que les salaires sont bas, aucun ne regrette les liens solides qu'ils ont créés entre eux.

Correspondant LO

# MyFerryLink - Calais : les salariés face à la tourmente capitaliste

Les 600 salariés de la compagnie MyFerryLink qui assure la traversée Calais-Douvres se retrouvent à nouveau menacés de perdre leur emploi. En effet le tribunal d'appel anglais a confirmé le jugement de l'Autorité britannique de la concurrence, la CMA, qui en juin dernier avait décidé l'interdiction aux ferries de MyFerryLink d'accoster à Douvres. C'est un épisode de plus dans le feuilleton juridique qui dure depuis près de trois ans et qui s'inscrit dans la guerre commerciale menée par les compagnies rivales opérant sur la Manche.

MyFerryLink est une société coopérative et participative (scop) créée il y a deux ans, après que l'État français a coulé SeaFrance, qui appartenait à la SNCF, avec ses mille salariés. Eurotunnel a racheté les trois ferries de SeaFrance et les loue à la scop. Mais l'Autorité britannique de la concurrence a considéré que le poids de l'ensemble Eurotunnel-MyFerryLink serait trop important en dépassant 50 % du trafic transmanche. Cela arrangeait bien les affaires des compagnies concurrentes P&O et DFDS. Et c'est dans le sens de leurs intérêts que vient de trancher le tribunal anglais, contre ceux d'Eurotunnel.

Les travailleurs de MyFerryLink n'admettent pas cette décision et lancent un nouveau recours

juridique. Le gouvernement Hollande, par le biais du secrétaire d'État chargé des Transports, a dit regretter une décision « *profondément injuste* ». Le député PS de Calais, Yann Capet, a protesté contre une « *atteinte inqualifiable à la souveraineté et à l'autorité de la chose jugée en France* ». La maire et sénatrice UMP de Calais, Natacha Bouchart, a dit déplorer « *l'absence du gouvernement français sur le dossier* ». Un beau concert d'hypocrisie, alors que c'est l'État français, sous la responsabilité de l'UMP et du PS, qui a sabordé SeaFrance et qui a licencié !

Les politiciens locaux et nationaux avaient présenté Eurotunnel, parce qu'il louait ses navires à la scop, comme le bienfaiteur des salariés. Mais la seule chose qui



l'intéressait était, en cumulant le transport sous et sur l'eau, d'augmenter ses parts de marché. Maintenant, Eurotunnel dit chercher à vendre ses navires. Mais un repreneur va-t-il se présenter, et à quelles conditions pour les salariés ? Ce sont pour eux encore des mois d'incertitude en perspective.

Ces mêmes politiciens avancent continuellement les arguments nationalistes, prétendant défendre les salariés français d'une compagnie française en lutte contre des compagnies

étrangères. Mais ce ne sont pas des intérêts nationaux qui sont en jeu, ce sont ceux des travailleurs, quelle que soit leur nationalité. Si MyFerryLink emploie 533 travailleurs en France, ils sont aussi 71 en Angleterre. La compagnie anglaise P&O emploie également de nombreux salariés français. Quant à DFDS, la compagnie danoise qui avait sollicité la CMA, elle compte près de 300 ex-salariés de SeaFrance. Et au cas où l'interdiction de naviguer de MyFerryLink n'aurait pas été confirmée,

DFDS menaçait même de licencier ses propres employés pour faire pression sur les autorités anglaises !

Les salariés du transmanche, qu'ils soient anglais, français ou autre, et quelle que soit la compagnie qui les embauche, ont des intérêts communs. C'est de leur union contre les patrons qui les exploitent et les licencient, dans une lutte déterminée, que viendra leur capacité à se défendre pour ne pas faire les frais de la concurrence capitaliste.

**Correspondant LO**

## QUI SOMMES-NOUS ?

### Lutte Ouvrière

Union communiste (trotskyste),  
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie *Lutte Ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et

n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2015.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte Ouvrière, en les envoyant à l'adresse

suivante: Lutte Ouvrière, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à une réduction d'impôt de 200 €, à

condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



### Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à  Lutte Ouvrière  Lutte de classe

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code Postal ..... Ville .....

Ci-joint la somme de :  
Chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris  
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 233, 75865 PARIS Cedex 18

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
Destination			
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Union européenne de l'Ouest, Suisse	38 €	76 €	21 €
Reste de l'Europe	35 €	70 €	20 €
Amérique du Nord, Proche et Moyen Orient, Asie	42 €	84 €	22 €
Afrique, Amérique centrale et du Sud, Océanie	46 €	91 €	24 €

*Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.*

### Sur internet

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

### Vidéos

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)  
**Pour les malvoyants**  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)



**Michel Treppo**



**Christian Driano**

## Législative partielle du Doubs : **une candidature ouvrière pour une circonscription ouvrière**

Le 1<sup>er</sup> février se déroulera dans la 4<sup>e</sup> circonscription du Doubs une élection législative partielle, suite à la démission du député sortant, Moscovici. Michel Treppo, ouvrier de l'industrie automobile, sera le candidat de Lutte Ouvrière, son suppléant étant Christian Driano, ouvrier retraité de l'automobile.

Moscovici est tout un symbole des politiciens au service de la bourgeoisie. Grand ami de la famille Peugeot, ministre de l'Économie et des Finances de Hollande, il fait partie aujourd'hui de la Commission européenne dirigée par Jean-Claude Juncker, homme de droite et ancien Premier ministre du paradis fiscal du Luxembourg. De Paris à Bruxelles, Moscovici poursuit la même politique au service des capitalistes

Treize candidats se présentent à cette élection partielle, dont trois à l'extrême droite, dans cette circonscription ouvrière où est installée l'usine Peugeot de Sochaux.

PSA a supprimé à Sochaux 8 500 emplois en douze ans, sans compter les intérimaires, qui ne font pas partie des statistiques mais se retrouvent quand même à pointer à Pôle emploi. Les décisions de PSA ont entraîné des milliers de licenciements dans les petites entreprises, chez les artisans, les commerçants, pendant que les gouvernements successifs, de droite puis de

gauche, supprimaient des bureaux de poste, des emplois dans les hôpitaux et l'enseignement.

Il faut que les travailleurs s'expriment. D'abord en votant pour les leurs. Les ouvriers doivent voter pour des ouvriers, pas pour des politiciens bourgeois. Il ne faut pas que les votes ouvriers se dispersent sur des candidats qui tous veulent servir les intérêts des riches.

Face aux mesures anti-ouvrières du gouvernement, à la droite qui rêve de revenir aux affaires, au FN qui voudrait sa place à la mangeoire, il faut que s'exprime un vote pour des militants ouvriers, communistes, fidèles à leurs idées comme à leur classe sociale.

Le vote Lutte Ouvrière fera entendre les exigences des travailleurs. Il faut imposer au patronat de mettre fin au chômage, en interdisant les licenciements et en partageant le travail entre tous, sans perte de salaire. Il faut augmenter les salaires, les pensions et les allocations, dont les niveaux aujourd'hui ne permettent pas de vivre

décemment pour les classes populaires, pendant que les classes riches vivent dans le luxe. Il faut enfin contrôler les comptes et les décisions des capitalistes qui imposent leur dictature sur la société.

Affirmer fièrement les exigences de ceux qui font vivre la société et l'enrichissent, c'est la seule chose d'utile à faire pour les travailleurs avec leur bulletin de vote. C'est un premier pas, la condition préalable aux grandes luttes collectives qui permettront de les imposer aux capitalistes et aux financiers qui vivent en parasites sur la société.

Dans bien des pays, c'est la dictature ou le règne de la matraque. Ici, on a au moins le droit de dire ce qu'on pense. Alors, il faut le faire. Le bulletin de vote n'a certes jamais permis de changer la vie, mais les travailleurs doivent l'utiliser pour crier leur rejet de toutes les politiques au service des riches.

**Étienne Hourdin**

Suivre la campagne de Lutte Ouvrière : [www.lutte-ouvriere.org/en-regions/franche-comte/election-legislative-partielle](http://www.lutte-ouvriere.org/en-regions/franche-comte/election-legislative-partielle).

## Janvier 1975 - 2015 : **le droit à l'avortement est toujours à défendre**

Le 17 janvier 1975, la loi permettant aux femmes de mettre fin à une grossesse non désirée était promulguée. Simone Veil, ministre de la Santé d'un gouvernement Chirac sous la présidence de Giscard d'Estaing, avait porté le projet de loi devant la Chambre des députés, où elle avait dû subir les insanités de cette assemblée d'hommes majoritairement phalocrates et misogynes.

Avant cette date, l'avortement tombait encore sous le coup d'une loi datant de 1920, qui punissait d'emprisonnement celles qui avortaient et ceux qui les y aidaient. En réalité, l'hypocrisie régnait en maître puisque chaque année des centaines de milliers de femmes mettaient fin à une grossesse non désirée. Celles qui en avaient les moyens pouvaient le faire dans de bonnes conditions sanitaires. Les autres devaient se débrouiller et, chaque année, plus de 300 femmes mouraient ainsi.

Cette loi ne fut bien évidemment pas un cadeau du gouvernement. Elle fut bel et bien le résultat des luttes des femmes qui n'avaient cessé de s'amplifier, surtout après 1968.

En 1971, il y avait eu ce manifeste de 343 femmes célèbres affirmant avoir avorté et que les tribunaux n'osèrent pas poursuivre. L'année suivante, ce fut le procès de Bobigny, où une jeune femme qui avait avorté et sa mère qui l'avait aidée furent relaxées. Un an plus tard, ce fut le manifeste de 331 médecins déclarant avoir pratiqué des avortements et qui ne furent pas inquiétés. Et puis des associations, tels le Planning familial et le MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception), installèrent des centres où

des médecins pratiquaient des avortements et organisèrent publiquement des voyages vers l'Angleterre et les Pays-Bas, où l'avortement était autorisé. Sur-tout, toutes ces interventions étaient accompagnées de grandes manifestations, de puissantes mobilisations, et il en fallut bien d'autres pour pérenniser le droit à l'avortement.

Le combat doit continuer. Parce que des centres d'IVG sont fermés et d'autres menacés sous prétexte de rentabilité financière et d'économies sur les services publics. Parce qu'ainsi nombre de femmes ne peuvent obtenir un rendez-vous dans les délais prévus par la loi et se retrouvent dans l'angoisse de ne pouvoir interrompre une grossesse. Parce que les obscurantistes n'ont pas baissé les armes et même que les idées rétrogrades se renforcent, avec cette crise dans laquelle la société s'enlise depuis quarante ans.

À l'occasion du quarantième anniversaire de la loi, le 17 janvier, les associations pour le droit à l'avortement et à la contraception et les associations de lutte pour les droits des femmes, soutenues par de nombreux syndicats et partis politiques, dont Lutte Ouvrière, appellent à une manifestation

**Sophie Gargan**

### **Manifestation nationale pour les droits des femmes**

**Samedi 17 janvier à 14 h 30  
Place de la Bastille à Paris**

## Lycée Hector-Guimard - Paris : **des élèves obligés de dormir à la rue**

Neuf élèves du lycée Hector-Guimard, situé dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, et qui est le plus important lycée professionnel de la capitale, sont sans famille, sans ressources, généralement sans papiers et en tout cas sans abri. Le soir, à la fin des cours, ils

se réfugient, avec leur cartable qu'ils ne quittent pas, dans le métro, parfois dans un bus de nuit ou tout simplement à la rue, et quelquefois ils joignent le 115.

Cette affaire, une fois révélée, fait scandale. Le proviseur, les professeurs, avec l'appui d'autres

élèves, se sont mobilisés. Ils ont parlé de transformer le gymnase du lycée en dortoir. Du coup, les autorités se sont secouées et ont hébergé ces élèves dans des hôtels ou dans un foyer d'hébergement d'urgence, la Mie de pain. Le lycée ferme en ce moment

ses portes à 19 heures, pour ne pas mettre les jeunes en question trop tôt à la rue.

Pour le moment, on en est là. Selon les juges, les jeunes en question seraient majeurs, ce qui est un pseudo-argument habituel, invérifiable et contestable, pour ne pas s'occuper d'eux.

Pour l'ensemble de Paris, une cinquantaine d'élèves seraient dans le même cas. Sans compter la multitude de sans-abri, dont de plus en plus d'enfants. Et combien dans l'ensemble du pays ?

**André Victor**